Investir dans le développement en Afrique

Comment l'« impact investment » contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) en Afrique

Agritsatch © Joan Bardeletti / Les Grands Moyens / Small is Powerful

INVESTISSEURS & PARTENAIRES

FERDI

À Propos

Investisseurs & Partenaires (I&P) est un groupe d'impact investment dédié aux petites et moyennes entreprises d'Afrique Subsaharienne, acteurs clés d'une croissance durable et inclusive sur le continent. Depuis sa création en 2002, I&P a réalisé près de 60 investissements dans 15 pays africains. Ses entreprises partenaires créent de la valeur locale et des emplois pérennes, mais génèrent aussi d'importants impacts sociaux, environnementaux et de gouvernance.

I&P est un partenaire actif, qui en plus d'un investissement financier, apporte ses compétences en stratégie, en finance et en management pour accélérer la croissance de ses entreprises partenaires. I&P rassemble trois fonds d'impact, IPDEV1, IPDEV2 et IPAE, qui représentent un total de 75 millions d'euros.

Fondé par Patrice Hoppenot et dirigé par Jean-Michel Severino depuis 2011, I&P compte une trentaine de collaborateurs présents à Paris et dans six bureaux africains au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Ghana, au Burkina Faso et à Madagascar.

Pour en savoir plus: www.ietp.com

Créée en 2003 à l'initiative du Cerdi (Université d'Auvergne et CNRS), la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des facteurs qui l'influencent.

Elle soutient les activités de recherche utilisant les instruments les plus modernes et les plus pertinents de la science économique pour l'étude du développement et tend à renforcer le potentiel francophone en la matière.

Pour en savoir plus: http://www.ferdi.fr/

Préparé par

Samuel MONTEIRO, Doctorant et Chargé d'études sur les questions ESG/Impact chez I&P

Introduction

1 *« Impact investment » et les Objectifs de Développement Durable*

1. Qu'est-ce que les ODD ?
2. Pourquoi les ODD sont-ils importants pour les entreprises ?
3. Que couvre l'investissement d'impact ?
4. L'importance du concept d'arbitrage
5. Que signifie « impact sociétal » ?
6. Qui finance le développement Africain ?

2 *Cartographie de l'investissement d'impact en Afrique*

1. Montants investis en Afrique
2. Principales caractéristiques des investisseurs d'impact en Afrique
3. Les instruments de financement de l'investissement d'impact
4. L'allocation sectorielle des investissements d'impact
5. Le concept d'additionnalité

3 *Comment l'investissement d'impact contribue aux ODD en Afrique ?*

1. Lutter contre la pauvreté et les inégalités
2. Agriculture, nutrition et sécurité alimentaire
3. Santé, eau et assainissement
4. Education
5. Accès à l'énergie
6. Infrastructures et innovations
7. Villes durables
8. Environnement et biodiversité
9. Autres ODD pertinents

Conclusion

INTRODUCTION

Une croissance économique soutenue depuis le début des années 2000

Cette dernière décennie a marqué un tournant dans la croissance économique africaine. De 1980 à 1989, le Produit Intérieur Brut (PIB) en Afrique a augmenté de 1,8% par an en moyenne, de 2,6% par an entre 1990 et 2000, et de 5,3% par an entre 2000 et 2010[1]. Cette croissance a permis l'émergence d'une classe moyenne africaine, désormais estimée à 350 millions d'individus[2], créant une forte demande pour développer l'industrie et les infrastructures.

Un contexte africain encourageant mais fragile

Cependant, la croissance économique a été plus modérée ces deux dernières années. Les raisons de ce ralentissement sont clairement identifiées : la chute du prix des matières premières, la probable fin d'un cycle long exceptionnel, mais aussi une mauvaise gestion macro-économique conduisant à une dette publique de plus en plus importante, une inflation élevée et une instabilité des taux de change dans un contexte international où les conditions d'emprunts se sont dégradées pour la plupart des pays émergents.

La plupart des pays africains font face à d'importants défis de développement

Bien que les conditions de vie se soient continuellement améliorées dans les pays africains, les besoins restent immenses pour relever les défis actuels et ceux des prochaines décennies. Trois africains sur cinq vivent toujours dans de piètres conditions de vie, contre une personne sur cinq dans le monde[3]. Les progrès sont entravés par de fortes inégalités entre pays et au sein des pays, mais aussi entre hommes et femmes. Ils sont également freinés par le manque d'opportunités pour la jeunesse et les faibles transformations structurelles, notamment dans les secteurs où les groupes marginalisés sont surreprésentés comme l'agriculture ou les secteurs informels. En Afrique, l'Indice de Développement Humain (IDH) est particulièrement faible. Bien qu'il soit passé en moyenne de 0,40 en 1990 à 0,51 en 2014, les performances du continent sont largement inférieures à la moyenne mondiale qui est passée de 0,60 en 1990 à 0,71 en 2014.

Financer le développement africain

Les pays africains ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030. Suite à l'adoption de ces objectifs, les discussions se sont portées sur les moyens de les atteindre. Les besoins d'investissement annuels dans les pays en développement sont estimés entre 3,3 et 4 trillions d'euros[4], bien au-dessus des montants actuels de l'Aide Publique au Développement (APD), même à leurs plus hauts niveaux de 132 milliards de dollars en 2015[5]. D'autant plus que l'APD en Afrique devrait décroître à 54,9 milliards en 2015 sous l'effet des politiques de rigueur budgétaire. Plus des deux-tiers des États en Afrique Subsaharienne, en majorité des pays à faible revenu, vont recevoir moins d'aide en 2017 qu'en 2014[6]. De plus, les ressources domestiques sont difficilement mobilisables, malgré des améliorations significatives dans des domaines clés tels que l'investissement étranger, les transferts de migrants et la collecte des impôts. Il existe donc un enjeu important pour supprimer les contraintes, atténuer les risques et libérer les ressources nécessaires pour passer des milliards aux trillions requis pour atteindre le nouvel agenda du développement.

Les ODD sont une opportunité pour le secteur privé et vice versa

L'investissement privé jouera un rôle crucial dans la réalisation de ce nouvel agenda pour le développement. L'atteinte de chacun des objectifs dépendra en grande partie de l'implication du secteur privé : Comment l'égalité homme-femme peut-elle être atteinte sans des conditions justes et égales au travail ? Comment les villes et sociétés peuvent-elles devenir sûres sans emplois décents ? Comment peut-on répondre au défi du changement climatique sans des infrastructures et des technologies respectueuses de l'environnement ? Comment la surconsommation et la surpêche peuvent-elles être résolues sans la participation du secteur privé ? Et comment peut-il y avoir un véritable partenariat mondial sans la participation de tous les acteurs ?

Le nouvel agenda du développement permet de passer d'une perspective Nord-Sud à une perspective d'une responsabilité partagée et mondiale. Bien qu'ils ciblent d'abord les gouvernements, les ODD ont été établis pour rallier un large éventail d'acteurs. Contrairement à leurs prédécesseurs, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Objectifs de Développement Durable (ODD) appellent explicitement toutes les entreprises à utiliser leur créativité pour relever les défis du développement. Les ODD ont été acceptés par tous les gouvernements, pourtant leur succès repose en grande partie sur l'action et la collaboration de tous les acteurs. Les économies africaines ont besoin de considérer des sources alternatives de revenus et d'investissements afin de répondre efficacement aux chocs macro-économiques et faire face au déclin de l'Aide Publique au Développement (APD). Ces défis ne peuvent être relevés sans un secteur privé dynamique, qui investit en Afrique non seulement pour créer des emplois, mais aussi pour fournir des biens et services répondant aux besoins des populations africaines, tout en tenant compte de la façon d'y parvenir afin de générer une croissance socialement et écologiquement soutenable.

Le récent ralentissement des performances économiques rend la contribution de l'investissement d'impact encore plus nécessaire. Seuls des investissements importants dans le secteur productif et des politiques macroéconomiques adaptées, avec le soutien de la communauté internationale, permettront aux économies africaines de rebondir et de gagner la bataille du chômage et de la pauvreté.

Un groupe en particulier est prêt à relever ce défi : les investisseurs d'impact

En raison de leur engagement à obtenir simultanément un retour financier et des impacts sociaux et environnementaux tangibles, les investisseurs d'impact ont un positionnement unique pour investir dans des entreprises contribuant aux Objectifs de Développement Durable (ODD). L'investissement d'impact a pour objectif de surpasser le traditionnel agenda « ne pas causer de préjudice » pour aller vers un « faire du bien » pour les individus, la planète, la prospérité et la paix, en lien avec le nouvel agenda de développement. C'est là que les entreprises peuvent le plus contribuer aux ODD : en transformant leurs stratégies, procédures, normes et mesures pour mettre le développement durable au cœur de leurs missions et de leurs modèles.

En mesurant l'impact de leurs investissements, les investisseurs d'impact collectent plusieurs indicateurs qui peuvent être alignés avec les ODD. Les investisseurs d'impact sont prêts à explorer en quoi leurs stratégies d'impact peuvent contribuer à cet agenda, certains ayant même déjà structuré leurs stratégies d'investissement autour de ces ODD. En effet, aligner les stratégies d'investissement sur les ODD peut leur permettre de développer des stratégies et objectifs d'impact, de communiquer avec les parties prenantes et d'attirer de nouveaux capitaux. Ces objectifs sont un moyen d'établir des partenariats synergiques pour faire face aux défis sociaux les plus pressants.

Dans ce rapport, nous regarderons les opportunités offertes par les ODD pour les investisseurs d'impact et, inversement, en quoi l'investissement d'impact peut contribuer aux ODD. Premièrement, nous rappellerons les principaux domaines concernés par les ODD et en quoi ces objectifs sont importants pour les entreprises. La définition de l'investissement d'impact sera ensuite discutée pour mieux comprendre ce concept. Deuxièmement, le paysage de l'investissement d'impact en Afrique sera présenté : Quels montants ? Dans quels pays ? Avec quels instruments ? Quels secteurs ? Cette seconde partie permettra aux lecteurs de mieux comprendre l'état de l'investissement d'impact en Afrique. Enfin, ce rapport s'intéressera à la contribution de l'investissement d'impact aux ODD. Pour les principaux domaines d'investissement, nous évoquerons le contexte africain, les besoins financiers pour atteindre l'objectif, le rôle potentiel du secteur privé et comment les investisseurs d'impact peuvent contribuer à cet objectif. Des exemples seront donnés pour mieux illustrer la contribution de l'investissement d'impact aux ODD.

[1] UNCTAD (2014). "Economic Development in Africa Report 2014: Catalysing Investment for Transformative Growth in Africa".
[2] African Development Bank (2011). "The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa".
[3] OECD (2016). "African Economic Outlook 2016".
[4] UNCTAD (2014). "Economic Development in Africa Report 2014: Catalysing Investment for Transformative Growth in Africa".
[5] OECD (2015i), "Detailed final 2014 aid figures released by OECD/DAC".
[6] AfDB, OECD and UNDP. (2015). "Chapter 2: External financial flows and tax revenues for Africa", African Economic Outlook.

1 « *Impact investment* » et les Objectifs de Développement Durable

1 **Qu’est-ce que les ODD ?**

2 **Pourquoi les ODD sont-ils importants pour les entreprises ?**

3 **Que couvre l’investissement d’impact ?**

4 **L’importance du concept d’arbitrage**

5 **Que signifie « impact sociétal » ?**

6 **Qui finance le développement Africain ?**

1 « *Impact investment* » et les Objectifs de Développement Durable

Avant d’évoquer la contribution de l’investissement d’impact aux ODD, il est nécessaire de rappeler ce que sont les ODD ainsi que de définir l’investissement d’impact, ses caractéristiques et ses spécificités en Afrique.

1 Qu’est-ce que les ODD ?

Les progrès africains pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Entre 2000 et 2015, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont fourni un cadre de développement important et ont permis de nombreuses réalisations dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté, l’amélioration de la santé et de l’éducation, malgré les défis initiaux colossaux. L’Afrique a presque atteint 3 objectifs sur 8, à savoir l’OMD 2 (Assurer l’éducation pour tous), l’OMD 3 (Promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes) et l’OMD 6 (Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d’autres maladies).

Cependant, les pays africains ont encore un long chemin à parcourir dans l’agenda du développement. L’Afrique Subsaharienne a réduit son taux de pauvreté de 56,5% en 1990 à 48,4% en 2010, soit une réduction de 14%, bien en-dessous de la cible fixée à 28,25%. L’Afrique Subsaharienne est aussi la région connaissant le plus fort déficit alimentaire avec 25% de sa population ayant connu la faim ou la malnutrition entre 2011 et 2013, soit une faible amélioration de 8% par rapport aux niveaux de 1990-1992. Depuis 2000, la plupart des pays africains ont connu des progrès rapides dans l’accès à l’éducation pour tous mais le taux de réussite en primaire reste un challenge de taille. Un tiers des enfants scolarisés en primaire n’atteindront pas la dernière année de primaire. Avec un taux de réussite en primaire de 67%, l’Afrique est très loin de permettre à tous les enfants d’achever l’école primaire.

En résumé, l'Afrique a fait des progrès considérables pour achever les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) mais de nombreux efforts restent à faire.

De la même manière, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ne s'améliore que très lentement. Près d'un quart des africains ont gagné un accès à l'eau potable depuis 2000, la plus faible performance dans le monde. D'autant que seuls 16% de la population a accès à l'eau courante, là-aussi le plus faible niveau au monde. En résumé, l'Afrique a fait des progrès considérables pour achever les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) mais de nombreux efforts restent à faire.

Les ODD : 17 objectifs pour transformer notre monde

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) ont succédé aux OMD en septembre 2015, élargissant les défis à relever pour éliminer la pauvreté et intégrant une large gamme d'objectifs interconnectés dans les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. En suivant les tendances actuelles, aucune région dans le monde ni même aucun pays n'est en mesure d'atteindre ces objectifs. Certains pays ont atteint un niveau de richesse et de développement économique impressionnant, mais la plupart font face à des inégalités croissantes et aucun pays n'a transformé son économie pour la rendre soutenable sur le plan écologique. C'est pour cela que les ODD s'appliquent à tous les pays et sont universellement applicables, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Les ODD appellent à une action mondiale de tous les gouvernements, entreprises et sociétés civiles pour éradiquer la pauvreté et créer une vie de dignité et d'opportunités pour tous, en respectant les ressources de la planète.

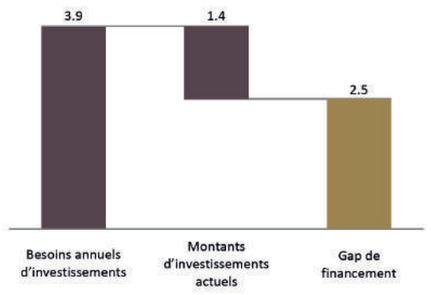
Comme discuté précédemment, les pays africains ont réalisé des progrès considérables pour les OMD. Mais la plupart de ces objectifs n'ont pas été atteints alors même que les besoins se font de plus en plus grands. Tous les objectifs fixés par les ODD sont très loin d'être atteints en Afrique Subsaharienne. Des progrès sont donc encore nécessaires dans tous les domaines afin d'atteindre l'ensemble des 17 objectifs d'ici 2030.

Financer les ODD

Les besoins de financement annuels pour les ODD sont estimés à près de 2,5 trillions de dollars pour les pays en développement. Les financements nécessaires semblent donc colossaux. Pourtant, ils ne représentent que 3% du PIB mondial, 14% de l'épargne mondiale annuelle ou 1,1% de la valeur mondiale des marchés de capitaux[7]. La bonne nouvelle est qu'il y a suffisamment d'argent pour financer ces besoins[8]. Aujourd'hui, seule une petite fraction des investissements mondiaux des banques, fonds de pension, assureurs, fondations et multinationales s'adressent aux régions et secteurs contribuant au développement durable des pays en développement. Orienter ces investissements vers la contribution aux ODD est donc essentiel.

BESOINS DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS CLÉS, 2015-30

Milliards de dollars, moyenne annuelle



Source: UNCTAD, World Investment Report, 2014

Contrairement à leurs prédécesseurs, les ODD appellent explicitement toutes les entreprises à utiliser leur créativité pour relever les défis du développement.

Les ODD sont une opportunité partagée

Bien qu'ils ciblent en priorité les gouvernements, les ODD ont été établis pour réunir tous les acteurs et transformer les aspirations de chacun autour d'un cadre commun. Plus important, les ODD reconnaissent le rôle clé que les entreprises privées peuvent et doivent jouer pour atteindre ces objectifs. Contrairement à leurs prédécesseurs, les ODD appellent explicitement toutes les entreprises à utiliser leur créativité pour relever les défis du développement. Les ODD ont été acceptés par tous les gouvernements, pourtant leur succès repose essentiellement sur l'action et la collaboration de tous les acteurs de la société, entreprises et société civile comprises.

[7] Sachs (2014). "Financing Sustainable Development: Implementing the SDGs through Effective Investment Strategies and partnerships".

[8] OECD (2014). "Development Co-operation Report 2014: Mobilizing Resources for Sustainable Development".

Transformer notre monde : l'agenda 2030 pour le développement durable

Article 67 approuvé à l'unanimité par les 193 États membres de l'ONU :

"L'entreprise privée, l'investissement et l'innovation sont d'importants moteurs de la productivité et donc de la croissance économique et de la création d'emplois. Nous reconnaissons la diversité du secteur privé, qui va des microentreprises aux coopératives et aux sociétés multinationales. Nous engageons toutes les entreprises à appliquer leur créativité et leur innovation à la résolution des problèmes du développement durable."

2 Pourquoi les ODD sont-ils importants pour les entreprises ?

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) définissent des priorités et des aspirations mondiales pour le développement durable et cherchent à mobiliser tous les acteurs autour d'un cadre commun d'objectifs et de cibles. D'importants financements privés seront nécessaires pour atteindre les ODD. Les entités privées subissent ainsi de plus en plus de pressions pour démontrer que leur utilisation de ressources limitées a un impact.

Pourtant, avoir un impact ne devrait pas être vu comme une contrainte mais plutôt comme une opportunité. Les entreprises peuvent en effet utiliser les ODD comme un cadre général pour former, conduire et communiquer leurs stratégies, objectifs et activités.

Identifier des opportunités commerciales futures

Les ODD cherchent à rediriger les flux d'investissements publics et privés pour relever les défis du développement. En faisant cela, ils définissent des marchés émergents pour les entreprises pouvant offrir des solutions innovantes, comme des innovations technologiques améliorant l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, le stockage de l'énergie, les bâtiments écologiques et les transports durables. Ou encore la substitution de produits traditionnellement transformés et manufacturés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et d'autres solutions technologiques qui réduisent les émissions et le gaspillage.

Ban Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations Unies :

"Les entreprises sont un partenaire essentiel dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Les entreprises peuvent contribuer à ces objectifs à travers leur cœur de métier, et nous demandons à chaque entreprise dans le monde d'évaluer leur impact, de se fixer des objectifs ambitieux et de communiquer de façon transparente leurs résultats."

Renforcer les relations avec les parties prenantes et suivre les politiques mises en œuvre

Les ODD reflètent les attentes des différentes parties prenantes ainsi que les futures politiques qui seront mises en œuvre au niveau régional, national et international. En alignant leurs priorités sur les ODD, les entreprises peuvent renforcer leurs engagements envers leurs clients, employés et autres parties prenantes. Ceux qui ne le feront pas s'exposeront à des risques juridiques et de réputation croissants. Partout dans le monde, les consommateurs basent de plus en plus leurs décisions d'achat en fonction des perceptions qu'ils ont de la performance sociale et environnementale de l'entreprise, et les ODD ne font que renforcer cette tendance.

Stabiliser les sociétés et les marchés

Les entreprises ne peuvent réussir dans des sociétés en faillite. Investir pour les ODD contribue en même temps aux succès des affaires, à travers par exemple l'existence de règles de marché, de systèmes financiers transparents et d'institutions non corrompues et bien gouvernées. L'atteinte des différents ODD permettra : i) de sortir des millions de personnes de la pauvreté qui seront autant de consommateurs futurs ; ii) de renforcer l'éducation et de disposer d'une main d'œuvre plus qualifiée et motivée ; iii) de renforcer l'égalité homme-femme et promouvoir l'autonomisation des femmes.

Utiliser un langage commun et avoir des intérêts partagés

Le succès des ODD repose largement sur l'existence d'un mécanisme efficace de suivi et de mesure des progrès. Dans cette perspective, un cadre général comprenant 230 indicateurs pour suivre les 189 cibles fixées par les ODD a été identifié[9]. Pour refléter le nouvel agenda du développement et son principe de « ne laisser personne derrière », les indicateurs sont amenés à être désagrégés par genre, âge, revenu, géographie, activité professionnelle et divers aspects de l'identité sociale. Ce cadre d'indicateurs définit un cadre commun d'actions et de langage qui peut aider la communauté des investisseurs d'impact à communiquer plus efficacement avec ses parties prenantes sur leurs impacts et leurs performances. Les ODD devraient permettre d'établir des partenariats synergiques pour faire face aux défis sociaux les plus pressants.

[9] *The list of proposed Sustainable Development Goal indicators can be found in the "Report of the Inter-Agency and Expert Group on Sustainable Development Goal Indicators", Annex 3, available at http://unstats.un.org/unsd/statcom/47th-session/documents/2016-2-SDGs-Rev1-E.pdf*

3 Que couvre l'investissement d'impact ?

Le spectre des pratiques d'investissement

Bien que la pratique existe depuis des décennies, le terme « impact investment » ne s'est répandu que récemment. De plus en plus d'acteurs communiquent désormais autour de ce concept, bien que sa définition soit encore floue. Initialement perçue comme un moyen de financer l'économie sociale et solidaire, c'est-à-dire des entreprises établies sur un concept de solidarité et d'utilité sociale, la vision de l'investissement d'impact s'est depuis élargie.

Considéré comme une forme d'investissement cherchant à combiner rendement financier et impact social, l'investissement d'impact se situe à la jonction de concepts tels que la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), l'investissement social ou encore la philanthropie. La profusion de termes montre la difficulté à identifier les caractéristiques propres à l'investissement d'impact.

Le capital investi peut être catégorisé selon un spectre de pratiques d'investissement en fonction des objectifs sociaux, environnementaux et financiers propres à chaque investisseur. Le capital cherchant uniquement à créer un impact social/environnemental est généralement considéré comme de la philanthropie, alors que le capital cherchant à créer un impact social/environnemental en parallèle d'un retour financier peut être considéré comme de l'investissement d'impact.

Source : Author's illustration

La définition actuelle manque de clarté

Le terme « investissement d'impact » a été estampé en 2007 dans une initiative menée par la Fondation Rockefeller, donnant ainsi un nom à diverses méthodologies d'investissement social développées et utilisées depuis plusieurs décennies parfois. Dans un effort initial pour coordonner et standardiser le secteur, la Fondation Rockefeller a établi le GIIN (Global Impact Investing Network) en 2009 qui s'est largement consacré à l'établissement d'une définition reconnue et acceptée de tous :

« Les investissements d'impact sont les investissements faits dans des entreprises, organisations, fonds, avec l'intention de générer des impacts sociaux et environnementaux en parallèle d'un retour financier. Les investissements d'impact peuvent être faits aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, et peuvent cibler un large éventail de rendements que ce soit un rendement de marché ou un rendement inférieur, selon les circonstances ».

L'intention de l'investisseur est déterminante

En 2011, le GIIN a développé sa définition de l'investissement d'impact pour y inclure les trois critères suivants : l'intentionnalité des investisseurs de générer des impacts sociaux et environnementaux, la coexistence d'impacts et de rendements financiers, et le besoin de mesurer l'impact social.

- **Intentionnalité:** les investisseurs d'impact cherchent à relever des défis sociaux et environnementaux. Par exemple, investir dans le secteur de la santé ne suffit pas pour être classifié parmi les investisseurs d'impact. Un investisseur d'impact doit aussi montrer son intention de créer des impacts positifs comme partie intégrante de sa stratégie d'investissement.
- **Investir avec des perspectives de rendement:** les investisseurs d'impact ont des attentes de rendement et diffèrent des subventions sur ce point. En fonction de l'investisseur, différents niveaux de rendement peuvent être attendus, de la préservation du capital au rendement de marché, tant que la pérennité financière de l'institution est atteinte.
- **Mesurer l'impact :** en plus du traditionnel rapport financier, les investisseurs d'impact s'engagent à mesurer et communiquer leurs impacts sociaux et environnementaux. Ceci contribue à la transparence et à la responsabilité des stratégies d'investissement.

Pris ensemble, ces trois critères sont toutefois insuffisants pour établir une définition claire de l'investissement d'impact. En pratique, toute entreprise rentable a des impacts sociaux : elle génère un bien être pour ses consommateurs et peut améliorer leurs conditions de vie, elle crée directement des emplois et en crée indirectement chez ses fournisseurs, et, puisqu'elle est rentable, il y a bien une coexistence entre les deux objectifs. Cet exemple montre l'importance de clarifier le concept d' « impact sociétal » et de souligner l'importance de l'intentionnalité, notamment à travers la notion d'arbitrage.

4 L'importance du concept d'arbitrage

« Priorité à l'impact » vs « Priorité au rendement »

L'investissement d'impact peut se diviser en deux approches distinctes. La première approche est souvent décrite comme « priorité à l'impact » (Impact first) : avoir le maximum d'impact tout en atteignant un certain niveau de rendement pour assurer sa pérennité. La seconde approche est généralement décrite comme « priorité au rendement » (Finance first) : suivre une logique économique de maximisation du rendement tout en optimisant les impacts générés. En pratique, la frontière entre les deux peut être floue selon le niveau de rendement et la nature des impacts choisis par les investisseurs.

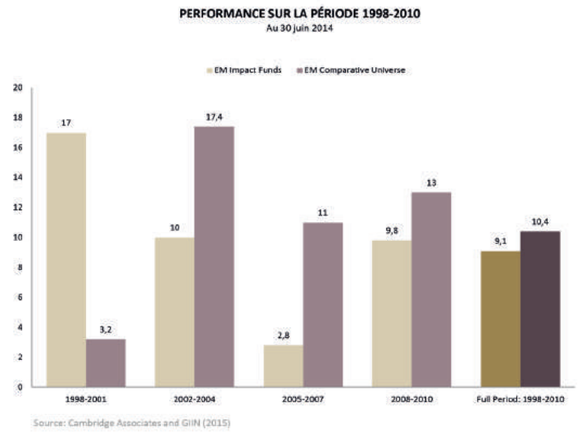
Un besoin de prioriser l'impact ou le rendement

Contrairement aux investisseurs traditionnels, l'investisseur d'impact se fixe un objectif d'impact en plus de son objectif financier. Pour réaliser ces impacts, l'entreprise doit mobiliser des ressources qui ne seront plus disponibles pour la maximisation du profit. Etant donné que les ressources sont, par essence, limitées, il devient nécessaire de prioriser l'impact ou le rendement. Chercher à générer un impact et y consacrer des ressources implique donc de renoncer, au moins à court terme, à une partie de la rentabilité.

L'intentionnalité de l'investisseur d'impact est donc caractérisée par sa volonté à accepter des rendements inférieurs au rendement de marché afin de générer des impacts extra-financiers qui ne sont pas pris en compte par les investisseurs traditionnels. Renoncer à une partie du rendement pour privilégier l'utilité sociale, sans abandonner pour autant la logique économique d'efficacité dans la gestion de l'entreprise, est caractéristique d'un investisseur d'impact.

Analyse des performances financières de l'investissement d'impact

Malheureusement, les données relatives aux performances financières de l'investissement d'impact sont encore relativement incomplètes et évolutives. Une étude menée par Cambridge Associates et le GIIN (2015)[10] a montré que le Taux de Rendement Interne (TRI) net moyen dans les pays émergents est de 9,1% pour les investisseurs d'impact contre 10,4% pour les investisseurs traditionnels. Mais les performances diffèrent significativement selon l'année de lancement des fonds. Les fonds d'investissement d'impact lancés récemment (2002-2010) ont connu des performances financières significativement moindres, alors que ceux lancés entre 1998 et 2001 ont connu des performances similaires aux fonds traditionnels. Ces résultats confirment l'idée que l'investissement d'impact implique, au moins à court terme, de renoncer à une partie de la rentabilité.



Notons que, comme expliqué dans leur section méthodologique, « l'étude n'inclue que les données de fonds de capitaux risque et de capital-investissement cherchant des rendements de marché ajustés au risque. Plus spécifiquement, cela signifie des fonds avec un objectif de TRI net de 15% ou plus » (Cambridge Associates et GIIN, 2015). Pourtant, différents niveaux de rendements financiers sont acceptables, de la préservation du capital au rendement de marché. Il est donc probable qu'un échantillon plus large incluant l'ensemble des investisseurs d'impact même s'ils ont des objectifs inférieurs au rendement de marché, montrerait une différence de rendement beaucoup plus importante entre les investisseurs d'impact et les investisseurs traditionnels, renforçant l'idée de l'existence d'un arbitrage entre impact et profit. Des travaux plus approfondis sont encore nécessaires pour établir complètement les performances financières de l'investissement d'impact et mieux comprendre ce concept d'arbitrage.

[10] Cambridge Associates and GIIN (2015). " Introducing the Impact Investing Benchmark".

5 Que signifie « impact sociétal » ?

Les investisseurs d'impact cherchent à financer des entreprises qui ont des impacts sociaux et/ou environnementaux positifs, en parallèle du rendement financier. Mais qu'entend-on par « impact sociétal » ?

Les impacts peuvent être définis comme les changements de long terme affectant toutes les parties prenantes et qui sont directement attribuables aux activités de l'entreprise. Les impacts sont donc multidimensionnels par nature et sont générés par tous les fonds, qu'ils soient considérés comme investisseur d'impact ou non. L'addition du terme « sociétal » résulte de la volonté de distinguer un certain type d'impact en mettant en avant son utilité pour la société.

Cependant, déterminer l'utilité sociale d'un projet peut être difficile étant donné qu'il n'existe pas de consensus sur la définition de ce concept. Gadrey[11] le définit selon plusieurs dimensions, notamment le processus de produire un bien ou un service de façon plus efficace pour la communauté ou encore la lutte contre l'exclusion et les inégalités. D'autres auteurs comme Euillet[12] définissent l'utilité sociale comme « la caractéristique d'un bien ou un service répondant à des besoins qui ne sont pas ou peu suffisamment couverts par l'État ou le marché ».

Dans cette perspective, la définition d'un impact peut être différente selon les pays, en fonction des défaillances de marché propres à chacun. En Afrique, les marchés financiers et les banques commerciales ne permettent pas de soutenir suffisamment les entreprises. Par le simple fait d'investir en Afrique et donc de combler un besoin de financement important, cet investissement a un impact. Bien évidemment, avoir un impact ne suffit pas à être considéré comme un investissement d'impact puisque la définition prend aussi en compte l'intentionnalité de l'investisseur. Malgré tout, il est important de garder en tête qu'avoir un impact en Afrique peut être très différent de ce à quoi on pense instinctivement. Du point de vue des pays développés, l'investissement d'impact est souvent réduit au financement d'entreprises sociales. Du point de vue des pays en développement, étant donné les nombreuses défaillances de marché, financer des Petites et Moyennes Entreprises (PME) peut par exemple être considéré comme de l'investissement d'impact, et ce, quel que soit le secteur d'activité de l'entreprise.

Afin de juger la nature sociale d'une entreprise, et donc d'un investisseur, il est nécessaire de comparer la performance sociale relativement aux autres acteurs dans le secteur. Cependant, comparer la performance d'un investisseur d'impact par rapport à un investisseur traditionnel est difficile étant donné l'absence de standards permettant de comparer l'impact d'une entreprise avec ce qui serait « normalement » attendu d'une entreprise. Le faible pouvoir discriminant de l'adjectif « sociétal » et l'absence de standards d'impacts renforcent le besoin de recourir au concept d'arbitrage.

Du point de vue des pays en développement, étant donné les nombreuses défaillances de marché, financer des Petites et Moyennes Entreprises (PME) peut par exemple être considéré comme de l'investissement d'impact, et ce, quel que soit le secteur d'activité de l'entreprise.

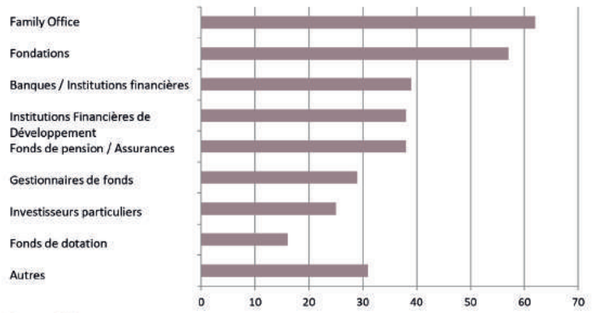
[11] Gradey J. (2004). "L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire", report for DIES and MIRE.

[12] Euillet A. (2002). "L'utilité sociale, une notion dérivée de celle d'intérêt général".

6 Qui finance le développement Africain ?

Les investisseurs d'impact lèvent des fonds auprès d'un très large éventail d'investisseurs. Près de 40% des investisseurs d'impact ont levé une partie de leur capital auprès de fondations ou de bureaux de gestion, et près de 25% ont levé une partie de leur capital auprès de banques, d'Institutions de Financement du Développement ou encore de fonds de pension ou d'assurance[13].

NOMBRE DE FONDS AYANT LEVÉ DU CAPITAL AUPRÈS DE DIFFÉRENTS INVESTISSEURS



Source: GIIN

Les Institutions de Financement du Développement sont les principaux investisseurs d'impact[14]

Les Institutions de Financement du Développement (IFD) ont joué un rôle primordial dans le développement de l'Afrique. Les IFD ont permis de catalyser le secteur de l'investissement d'impact en Afrique, non seulement en investissant directement dans les entreprises, mais aussi en investissant dans des fonds d'investissement d'impact, ou encore en fournissant des fonds d'assistance technique à ces derniers. La taille du portfolio des IFD fait de ces institutions les principaux acteurs de l'investissement d'impact en Afrique. En Afrique de l'Ouest, les IFD représentent 60% de l'investissement d'impact, et en Afrique de l'Est, elles représentent près de 50% de l'investissement d'impact[15].

Les IFD jouent aussi un rôle de catalyseur en attirant des capitaux ou à travers des partenariats. Par exemple, en 2012, la Banque Africaine de Développement (BAD) a investi 100 millions d'euros en capital dans le fonds Crédit Suisse Agvance Africa Fund en tant que premier investisseur afin d'attirer davantage de capitaux dans la production agricole en Afrique.

[13] GIIN (2016). "Annual Impact Investor Survey".

[14] Les activités des Institutions de Financement du Développement (IFD) sont exclues dans la suite de ce rapport. En effet, la définition de l'investissement d'impact utilisé dans cette étude se base sur l'intention de l'investisseur de créer un impact positif. Dans le cas des IFD, il y a une évolution perpétuelle sur la façon dont elles perçoivent leurs portfolios. Certains considèrent que tout ce qu'elles font ont de l'impact alors que d'autres ont commencé à segmenter leurs activités. Cependant, la plupart de ces institutions n'indiquent pas publiquement ce qui relève ou non de l'investissement d'impact. Pour cette raison, toutes les données dans ce rapport excluent les activités des IFD pour faciliter l'interprétation des données.

[15] GIIN and Open Capital Advisors (2015). "The Landscape for impact investing in East Africa".
GIIN and Dalberg Global Development Advisors (2015). "The Landscape for impact investing in West Africa".

Les entreprises privées et l'investissement d'impact

Qu'ont en commun une entreprise alimentaire, un fabricant de vêtements et une entreprise électrique ? Toutes ces entreprises, respectivement Danone, Adidas et Schneider Electric, ont commencé à explorer l'univers de l'investissement d'impact. Les entreprises privées sont encore loin d'atteindre leur potentiel dans ce secteur mais elles devraient devenir des acteurs de plus en plus présents et importants ces prochaines années. Les entreprises ont désormais conscience qu'il y a de la place pour générer à la fois un impact financier, social et potentiellement stratégique.

Prenons l'exemple de Schneider Electric, une multinationale française de distribution d'électricité. Son engagement d'entreprise est stratégiquement complété par les activités de la Fondation Schneider Electric qui fournit un renforcement des capacités pour améliorer la réceptivité à l'investissement des entreprises sociales. Ces entreprises sociales luttent contre la pauvreté énergétique en Europe et en Afrique Subsaharienne, régions dans lesquelles Schneider Electric est aussi actif.

Danone, une multinationale française dans l'alimentaire, est un autre exemple possible. Etant donné son envie d'aider les personnes les plus nécessiteuses dans le monde, Danone a fondé danone.communities afin de financer et développer des entreprises locales ayant un modèle économique durable et qui contribuent à des objectifs sociaux : réduire la pauvreté et la malnutrition. Actuellement, danone.communities finance 10 entreprises sociales dans 7 pays qui ont un impact sur près d'un million de bénéficiaires. En Afrique, danone.communities finance La Laiterie du Berger au Sénégal, qui a collecté près de 650 000 litres de lait en 2010, à travers un réseau de 600 éleveurs qui sont désormais sûrs de vendre leur lait à un prix fixe. En parallèle, Danone a lancé le Fonds Danone pour la Nature pour aider les communautés agricoles rurales à restaurer leurs écosystèmes afin d'améliorer durablement leurs revenus et leurs conditions de vie. Désormais rebaptisé Livelihoods, dix autres entreprises privées ont depuis rejoint le fonds : Schneider Electric, Crédit Agricole S.A., Michelin, Hermès, SAP, CDC Climat, Voyageurs du monde, La Poste, Firmenich, Veolia et Mars Incorporated.

L'effet catalyseur des investisseurs d'impact

L'investissement d'impact permet de catalyser des fonds publics et privés autour des problématiques du développement. Comme discuté précédemment, les investisseurs d'impact lèvent des capitaux auprès d'un large éventail d'investisseurs. De plus, les co-investissements sont souvent utilisés par les investisseurs d'impacts, d'où le besoin de trouver des partenaires financiers tels que des banques locales, des entreprises privées ou encore des fondations. Le financement mixte est aussi une utilisation stratégique des fonds philanthropiques ou de développement pour diriger des flux de capitaux vers l'Afrique. Le financement mixte permet de combiner l'investissement en capital avec des subventions dans le cadre des programmes d'assistance technique.

2 *Cartographie de l'investissement d'impact en Afrique*

1 **Montants investis en Afrique**

2 **Principales caractéristiques des investisseurs d'impact en Afrique**

3 **Les instruments de financement de l'investissement d'impact**

4 **L'allocation sectorielle des investissements d'impact**

5 **Le concept d'additionnalité**

2 *Cartographie de l'investissement d'impact en Afrique*

1 Montants investis en Afrique

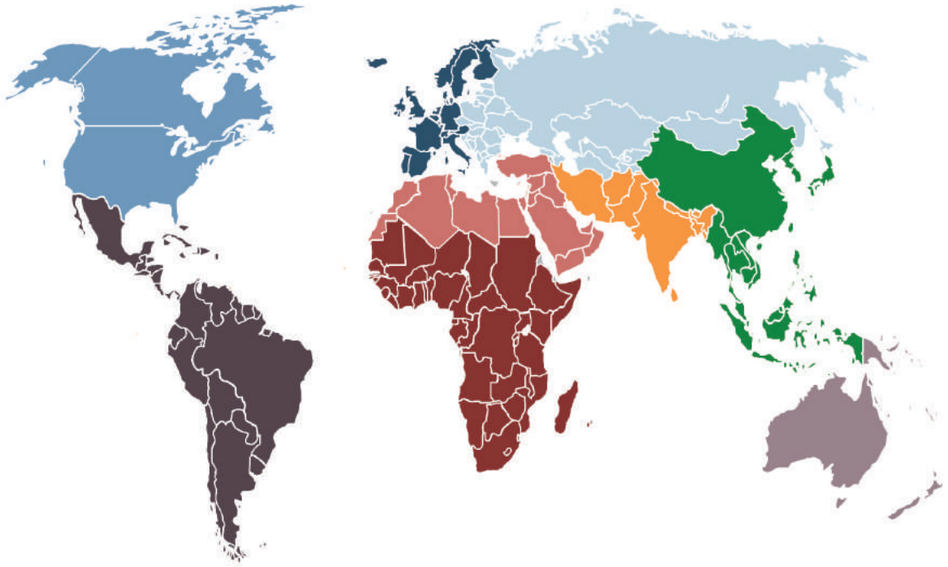
L'investissement d'impact dans le monde

D'après la dernière étude menée auprès de 156 investisseurs d'impact par le GIIN et JP Morgan (2016), l'investissement d'impact représenterait près de 77 milliards de dollars d'actifs sous gestion en 2015, dont la moitié s'est dirigée vers les pays en développements. Un total de près de 7 551 investissements ont été réalisés au cours de l'année 2015, pour un montant de 15 milliards de dollars, un chiffre qui devrait augmenter de 16% en 2016 d'après les prévisions.

L'Afrique Subsaharienne est la deuxième région du monde recevant le plus d'investissements d'impact et devrait connaître la plus forte augmentation dans le futur

D'après la même étude, le plus grand nombre de répondants ont reporté avoir réalisé au moins un investissement en Afrique. L'Afrique Subsaharienne représente ainsi près de 19% des actifs sous gestion en 2015, contre 15% en 2014. Et cette progression n'est pas prête de s'arrêter : l'Afrique Subsaharienne apparaît aussi comme la région où le plus grand nombre de répondants (54%) prévoient d'accroître leurs allocations, suivi de près par l'Asie de l'Est et du Sud-Est (50%) puis de l'Amérique Latine et les Caraïbes (22%).

INVESTISSEMENTS D'IMPACT DANS LE MONDE



Amérique du Nord
- Part totale d'actifs sous gestion : **28%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **22%**

Amérique Latine
- Part totale d'actifs sous gestion : **10%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **36%**

Europe Occidentale
- Part totale d'actifs sous gestion : **11%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **27%**

Europe de l'Est et Asie Centrale
- Part totale d'actifs sous gestion : **9%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **6%**

Océanie
- Part totale d'actifs sous gestion : **4%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **10%**

Afrique Sub-Saharienne
- Part totale d'actifs sous gestion : **19%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **54%**

MENA
- Part totale d'actifs sous gestion : **2%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **38%**

Asie du Sud
- Part totale d'actifs sous gestion : **5%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **50%**

Asie de l'Est et du Sud-Est
- Part totale d'actifs sous gestion : **8%**
- Part des investisseurs prévoyant d'augmenter leurs allocations : **45%**

De fortes disparités entre les pays africains

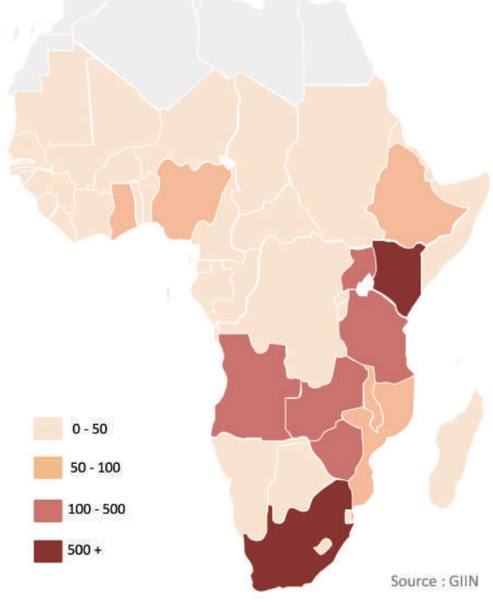
Les informations disponibles sur l'Afrique étaient largement incomplètes jusqu'à récemment. Entre 2015 et 2016, trois études publiées par le GIIN, en partenariat avec Open Capital Advisors et Dalberg Global Development Advisors, ont cherché à combler ce manque en se concentrant sur les régions de l'Est[16], de l'Ouest[17] et du Sud[18] de l'Afrique.

En tout, ces études ont recensé près de 7,3 milliards de dollars d'investissement d'impact dans ces trois régions durant la dernière décennie. Cependant, tous les pays n'ont pas reçu des montants similaires et seul un nombre limité de pays en ont bénéficié.

Près de 5,6 milliards de dollars ont été affectés à la région Sud-africaine, contre seulement 1,4 milliards de dollars en Afrique de l'Est et uniquement 221 millions de dollars en Afrique de l'Ouest. Malgré sa forte croissance économique, l'Afrique de l'Ouest a reçu relativement peu d'investissements d'impact comparé à l'Afrique de l'Est, et encore plus comparé à la région Sud-Africaine. Plus de détails sont donnés ci-dessous pour identifier plus précisément les pays qui ont reçu le plus d'attention de la part des investisseurs d'impact.

Près de 5,6 milliards de dollars ont été affectés à la région Sud-africaine, contre seulement 1,4 milliards de dollars en Afrique de l'Est et uniquement 221 millions de dollars en Afrique de l'Ouest.

TOTAL DES INVESTISSEMENTS D'IMPACT
En millions de dollars



[16] *GIIN and Open Capital Advisors (2015). "The Landscape for impact investing in East Africa".*

[17] *GIIN and Dalberg Global Development Advisors (2015). "The Landscape for impact investing in West Africa".*

[18] *GIIN and Open Capital Advisors (2016). "The Landscape for impact investing in Southern Africa".*

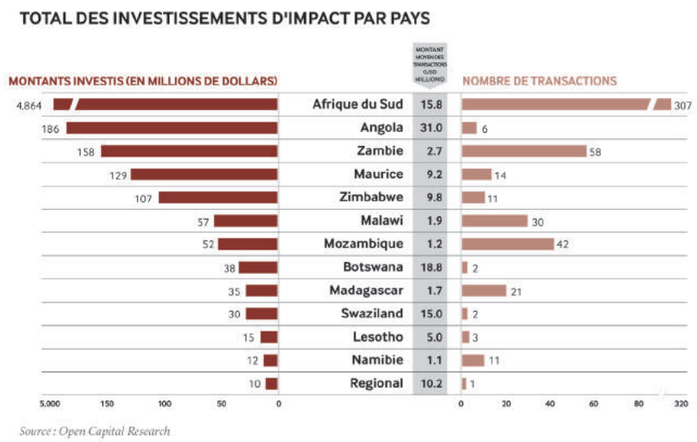
La région Sud-africaine est le plus grand marché pour l'investissement d'impact

Le PIB total de la région Sud-africaine s'élève approximativement à 1,2 trillions de dollars (PPA), sachant que 60% de cette richesse est créée par l'Afrique du Sud et 15% par l'Angola. Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit une croissance annuelle de l'ordre de 5% jusqu'en 2020, ce qui porterait le PIB total de la région à 1,5 trillions de dollars (PPA).

Le relatif développement de la région Sud-africaine, notamment de l'Afrique du Sud, explique pourquoi les investissements d'impact se sont concentrés sur cette région. En tout, 81 investisseurs d'impacts enquêtés par le GIIN et Open Capital Advisors ont réalisés plus de 500 investissements et déboursés près de 5,6 milliards de dollars dans la région.

L'Afrique du Sud est le centre de l'investissement d'impact en Afrique. Trois investissements d'impact sur cinq dans la région ont été réalisés en Afrique du Sud, pour un montant de 4,9 milliards sur les 5,6 milliards déboursés dans la région. L'Afrique du Sud est donc un cas particulier qui n'est pas représentatif des montants investis dans les autres pays. Remarquons que 47% des montants investis en Afrique du Sud ne résultent que des trois plus gros investissements. Avec un ticket moyen plus élevé (15,8 millions de dollars en moyenne par investissement), l'Afrique du Sud absorbe 85% du capital bien que le pays ne représente que 60% des transactions.

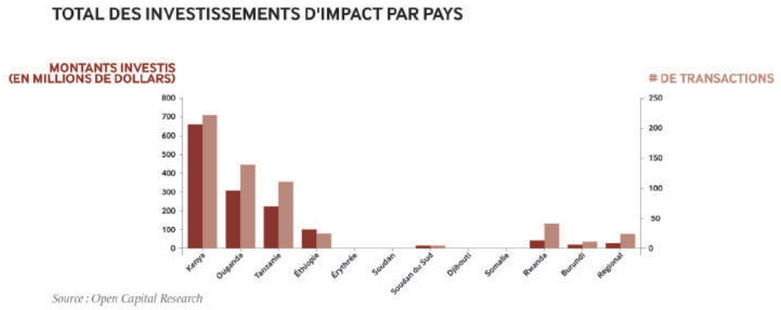
La Zambie et le Mozambique arrivent juste derrière, chacun ayant reçu environ 10% des transactions. Mais avec leur ticket moyen plus faible (respectivement 2,7 et 1,2 millions de dollars en moyenne par transaction), ces pays n'ont absorbé que 4% du capital. Notons que le Mozambique devrait connaître la plus forte croissance économique dans les années à venir, de l'ordre de 9% par an. Il y a donc fort à parier que le pays devrait attirer de plus en plus d'investissements d'impact dans le futur.



Source : Open Capital Research

L'investissement d'impact est particulièrement dynamique en Afrique de l'Est

En tout, les 135 investisseurs d'impact interrogés par le GIIN et Open Capital Advisors ont réalisé plus de 550 transactions en Afrique de l'Est pour un montant d'environ 1,4 milliard de dollars. Avec plus de 300 millions d'habitants, cette région offre de nombreuses opportunités pour les investissements d'impact capables d'atteindre une large part de la population. L'Afrique de l'Est a connu une forte croissance économique ces dernières années, de l'ordre de 7% par an. Le PIB total de la région s'élève ainsi à près de 500 milliards de dollars (PPA).



Source : Open Capital Research

Dans le paysage de l'investissement d'impact en Afrique de l'Est, le Kenya joue un rôle moteur. Près de la moitié des investissements d'impact réalisés dans la région se sont concentrés sur le Kenya. Cela représente près de 650 millions de dollars sur un total de 1,4 milliard investis dans la région.

Le Kenya a reçu deux fois plus de capital que l'Ouganda, second pays ayant reçu le plus d'investissements d'impact dans la région. Le nombre de transactions réalisées ne présentant pas des disparités aussi importantes entre les pays, cela signifie que le ticket moyen est plus élevé au Kenya que dans les autres pays de la région.

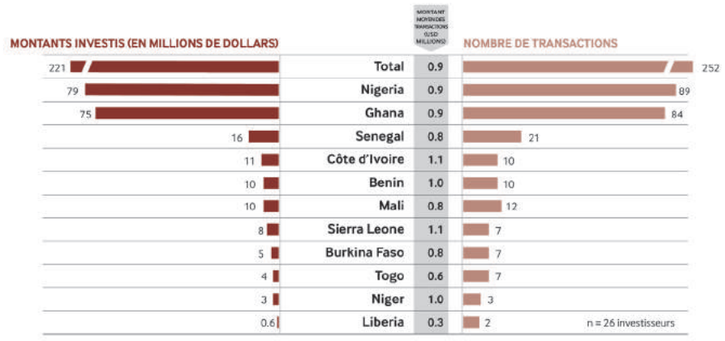
Remarquons que l'étude du GIIN n'a pas été en mesure de trouver la moindre trace d'un investissement d'impact en Erythrée, Somalie, Soudan et Djibouti, et une activité très réduite au Burundi et au Soudan du Sud. A noter aussi que l'Ethiopie n'a reçu que très peu d'investissements d'impact malgré un contexte très favorable. En effet, l'Ethiopie est le plus grand marché de la région, que ce soit du point de vue de la population ou de la richesse produite, avec un PIB de l'ordre de 121 milliards de dollars (PPA) et près de 90 millions d'habitants (30% de la population en Afrique de l'Est). Il y a donc fort à parier que l'investissement d'impact devrait fortement s'accélérer en Ethiopie dans les années à venir.

L'investissement d'impact est très peu développé en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions les plus dynamiques au monde, avec une croissance annuelle du PIB de l'ordre de 6% en 2014. Pourtant les quelques 32 investisseurs d'impact interrogés par le GIIN et Dalberg n'ont réalisé que 250 transactions en Afrique de l'Ouest pour seulement 221 millions de dollars. Le climat des affaires en Afrique de l'Ouest est en effet plutôt compliqué, bien qu'il se soit amélioré à bien des égards. Les coupures de courant et le manque d'infrastructures freinent la mobilité et la productivité, et le manque de capital humain rend difficile l'embauche de salariés qualifiés. Malgré tout, les performances de la région se sont nettement améliorées dans les principaux domaines évalués par la Banque Mondiale dans son célèbre classement sur la facilité à faire des affaires (Banque Mondiale, Doing Business 2015).

En Afrique de l'Ouest, les investissements d'impact sont fortement concentrés au Nigeria et au Ghana, qui ont absorbé plus de 50% des investissements d'impact de la région. Le Nigeria, avec près de 80% du PIB de la région, a reçu le plus d'investissements d'impact (29%) car les investisseurs cherchent à se positionner sur des marchés importants et dynamiques. Bien que le Ghana ne représente que 5% du PIB de la région, il a reçu des montants similaires d'investissements d'impact (25%), notamment du fait de ses politiques favorables aux entreprises et de sa relative stabilité politique.

TOTAL DES INVESTISSEMENTS D'IMPACT PAR PAYS, JAN. 2005 - JUIL. 2015



Source : Dalberg analysis; non-DFI portfolio data

Les autres principaux bénéficiaires dans la région sont deux pays francophones, à savoir la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Mais ils n'ont attiré que 7% des investissements d'impact. Ces pays francophones sont souvent mis de côté par les investisseurs d'impact, malgré la taille élevée de leur économie et le relatif développement de ces pays par rapport au reste de la région.

2 Principales caractéristiques des investisseurs d'impact en Afrique

L'investissement d'impact en Afrique, un phénomène récent

Près des trois-quarts des fonds d'impact en Afrique ont été lancés après les années 2000. Plus précisément, 18% ont été lancés entre 2000 et 2004 ; 34% entre 2005 et 2009 ; et 19% au cours des cinq dernières années. Ces chiffres montrent à quel point le secteur de l'investissement d'impact ne s'est développé que récemment en Afrique, à savoir au cours de la dernière décennie.

Une présence locale limitée

La plupart des fonds d'impact ont leur siège dans les pays développés, puisque 38% des fonds sont basés en Amérique du Nord et 44% sont basés en Europe. Seuls 18% des fonds ont leur siège en Afrique, notamment au Nigeria, en Afrique du Sud et au Ghana. L'investissement d'impact en Afrique correspond donc majoritairement à un flux de capital des pays développés vers les pays en développement.

Bien que la plupart des fonds d'impacts soient basés dans les pays développés, plus de la moitié des investisseurs d'impact disposent d'au moins un bureau local en Afrique. Cette présence locale permet de mieux comprendre le contexte africain et de prendre en compte ses spécificités. Pour l'autre moitié qui ne dispose d'aucune présence locale, cela rend probablement plus difficile le suivi et la mesure des performances sociales.

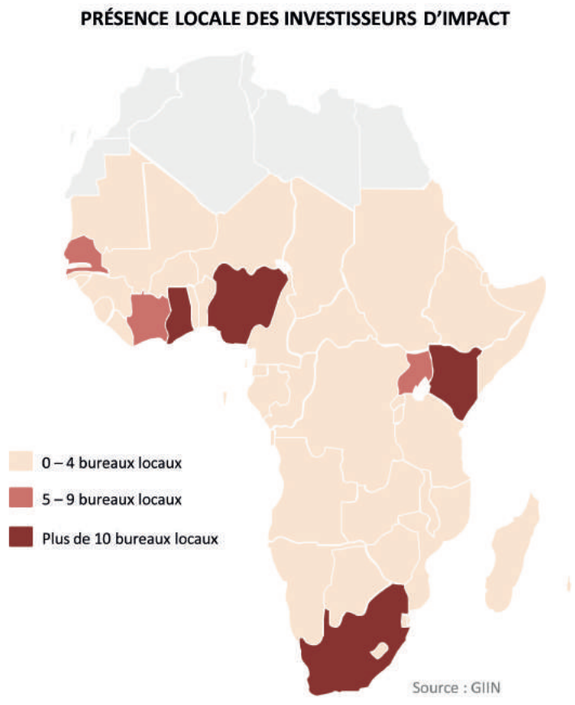
Parmi ceux disposant d'un bureau local, les investisseurs d'impact sont largement concentrés dans un nombre limité de pays, à savoir le Kenya qui abrite à lui seul 20% des bureaux locaux recensés, l'Afrique du Sud (14%), le Nigeria (12%) et le Ghana (9%).

La mesure de l'impact est difficile à réaliser

La mesure de l'impact est au cœur de l'investissement d'impact, comme l'a montré sa définition dans la première partie du rapport. Elle est ainsi considérée comme primordiale par les investisseurs d'impact mais comme difficile à réaliser.

D'après une étude du PNUD[19], en Afrique, 99% des 146 investisseurs d'impact interrogés affirment mesurer l'impact de leurs investissements et accordent de l'importance à cette mesure et à son suivi. Notons que, pour 67% des investisseurs d'impact, cette mesure incombe à l'équipe d'investissement. Cependant, réussir à attribuer ces impacts à leurs investissements et maintenir des coûts de mesure et de suivi faibles est l'un des défis importants pour les investisseurs d'impact.

[19] *UNDP (2015). Impact Investment in Africa – Trends, Constraints and Opportunities.*



En outre, une approche plus transparente est encore nécessaire. Près de la moitié des sites internet des investisseurs d'impact ne publient pas leurs performances d'impact. Il est donc difficile de vérifier de façon transparente si ces acteurs peuvent réellement être considérés comme des investisseurs d'impact. D'autant qu'encourager les investisseurs à publier leurs impacts sociaux permettrait de développer le secteur de l'investissement d'impact en établissant des repères permettant de juger et de comparer leurs performances extra-financières.

Des capitaux patients sont nécessaires pour investir en Afrique

La période de détention des actifs en Afrique est de 5,1 ans en moyenne sur la période 2007-2012, contre 4,5 ans en moyenne aux Etats-Unis et 4,1 ans en Europe[20]. Sachant que ces données concernent l'ensemble du secteur du capital-investissement, la période de détention des actifs serait probablement encore plus longue si l'on était capable de se concentrer uniquement sur l'investissement d'impact. Le modèle anglo-saxon du capital-investissement porté par un marché secondaire dynamique est peu approprié en Afrique où la plupart des fonds ont adopté des stratégies à plus long terme. Dans le modèle africain, les fonds conservent leurs actifs plus longtemps car une entreprise à fort potentiel à besoin de plus de temps pour se développer régionalement, notamment en raison de la diversité des langues, des cultures et des systèmes juridiques sur le continent. La vente prématurée d'une entreprise n'ayant pas atteint son plein potentiel est ainsi une peur récurrente. Certains fonds se fixent alors des objectifs de sortie à 15 voire 20 ans.

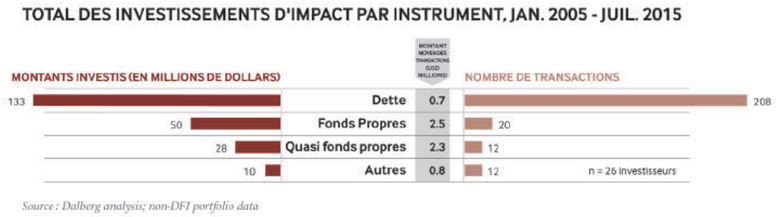
[20] *EY (2015). "Private Equity Roundup in Africa".*

3 Les instruments de financement de l'investissement d'impact

Région Ouest-Africaine

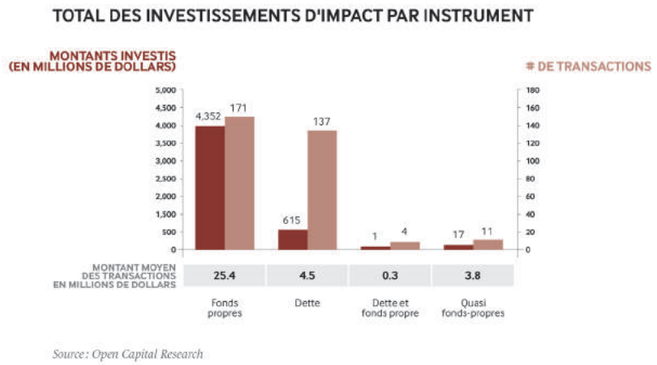
60% de l'investissement d'impact en Afrique de l'Ouest se fait sous la forme de dette, 23% en fonds propres et 13% en quasi-fonds propres. Ceci reflète en grande partie la concentration des investisseurs sur la microfinance. En effet, les Institutions de Microfinance (IMF) ont des sources de revenus régulières (à travers le remboursement des emprunts) qui leurs permettent de rembourser le service de la dette. Le ticket moyen en dette est plus petit, autour de 0,7 million de dollars, contre près de 2,5 millions de dollars pour un investissement en capital. Ceci peut s'expliquer par la prédominance de prêts à court terme, typiquement utilisés par les fondations qui sont nombreuses à financer les Institutions de Microfinance (IMF). Le montant moyen plus élevé pour les investissements en capitaux traduit le besoin d'investir un montant plus élevé dans les entreprises pour acquérir un certain degré de contrôle sur ces entreprises.

Les investisseurs d'impact cherchent aussi à utiliser de nouveaux instruments de financement. Ils considèrent de plus en plus les investissements en quasi-fonds propres tels que les dettes convertibles. Reflétant l'intérêt des investisseurs d'impacts pour les petites transactions et les start-ups, ces instruments de financement permettent d'atténuer les risques dans le cas d'une start-up ayant des flux de trésorerie limités.



Région Sud-Africaine

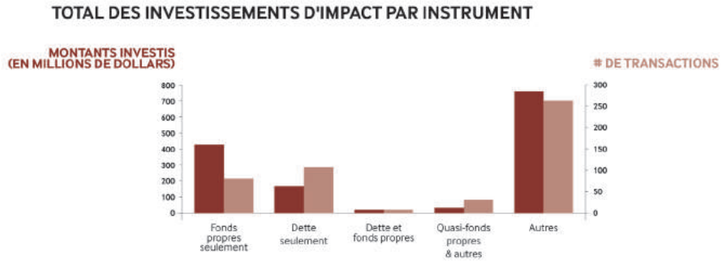
Si l'on se réfère au nombre de transactions, les investisseurs d'impact utilisent aussi bien l'investissement en capital que la dette. Mais le montant moyen pour les investissements en capital est largement supérieur à celui des investissements en dette, notamment en raison des trois plus importants investissements en Afrique du Sud pour un montant cumulé de 2,3 milliards de dollars. En excluant ces trois investissements, le montant moyen d'un investissement en capital tombe à 7,1 millions de dollars.



Source : Open Capital Research

Région Est-Africaine

Les transactions publiquement référencées recourent à la dette comme au capital. Mais pour la plupart des transactions, l'instrument de financement n'est pas connu, rendant difficile toute interprétation de la répartition des instruments.



Source : Open Capital Research

4 L'allocation sectorielle des investissements d'impact

Les investissements d'impact tendent à cibler des secteurs ayant des difficultés à attirer d'autres formes d'investissements privés, tels que l'inclusion financière, les énergies renouvelables ou encore le développement rural. Les Objectifs de Développement Durable (ODD) cherchent à relever de nombreux défis relatifs à ces secteurs, de la sécurité alimentaire (ODD 2), à la santé (ODD 3), en passant par l'éducation (ODD 4) et les énergies durables (ODD 7). Il est alors intéressant de regarder plus précisément l'allocation sectorielle des investissements d'impact.

La microfinance est un secteur clé pour les investisseurs d'impact

Les investissements d'impact se concentrent fortement sur le secteur de la microfinance, qui représente près de 32% des actifs sous gestion. En effet, le montant élevé du ticket nécessaire pour investir dans des Institutions de Microfinance (IMF) conduit à placer une partie importante des capitaux d'impact dans ce secteur. Mais cette allocation sectorielle reflète aussi les priorités des investisseurs d'impact. Les investissements dans les IMF sont la reconnaissance des besoins de financement nécessaires pour promouvoir l'inclusion financière en Afrique. Comme on le verra plus tard dans ce rapport, les IMF sont des leviers puissants pour atteindre les objectifs du nouvel agenda du développement. Par exemple, beaucoup d'IMF permettent aux emprunteurs d'accéder aux biens et services de base (ODD 1.4) et les IMF permettent aussi à de nombreuses microentreprises d'accéder aux services financiers (ODD 9.3).

Les transactions sont nombreuses dans l'agriculture mais les montants sont limités

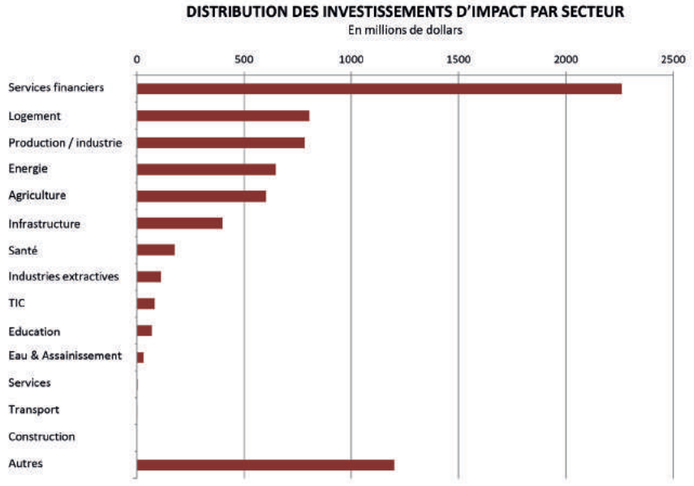
De nombreux investisseurs d'impact ont financé des entreprises du secteur agricole, leur permettant ainsi de toucher de nombreux petits producteurs. Cela contribue à la réduction de la pauvreté en zone rurale (ODD 1) et stimule la production agricole pour réduire les famines (ODD 2). Malgré le nombre élevé de transactions, le ticket moyen est limité lorsqu'un fonds est investi dans de petites organisations de producteurs. La plupart des entreprises du secteur agricole sont de très petites entreprises car la fragilité de la chaîne de production agricole et la faible productivité rendent difficile toute montée d'échelle pour les agriculteurs. C'est pour cela que l'agriculture ne représente que 8% des actifs sous gestion alors même qu'il s'agit d'un fort secteur d'intérêt pour les investisseurs d'impact. À l'inverse, les projets de logements (ODD 11) nécessitent des investissements relativement plus importants en raison des coûts de construction initiaux élevés.

La santé et l'éducation sont laissés de côté

Bien qu'ils fassent partie des principaux secteurs d'intérêt, la santé (ODD 3) et l'éducation (ODD 4) ont attiré peu d'investissements d'impact en Afrique. Cette déconnexion entre l'intérêt pour ces secteurs et les montants investis signifie que les investisseurs d'impact trouvent peu d'opportunités viables, rendant plus difficile l'investissement dans ces secteurs.

Des différences régionales importantes

Tous les investisseurs d'impact se sont largement concentrés sur la microfinance, que ce soit en Afrique de l'Est, de l'Ouest ou du Sud. Mais des différences régionales apparaissent ensuite dans les autres secteurs d'intérêt. Les investisseurs d'impact se sont largement portés sur l'agriculture en Afrique de l'Est et de l'Ouest étant donné l'importance de l'agriculture dans ces régions, que ce soit en matière d'emplois ou de PIB. En revanche, l'agriculture contribue moins au PIB de la région Sud-africaine qui est tirée par un secteur des services très développé en Afrique du Sud et d'importantes industries extractives en Angola. Ainsi, les investisseurs d'impact se sont plutôt tournés vers l'industrie (ODD 9) et le logement (ODD 11) dans la région Sud-africaine. L'agriculture n'arrive qu'en sixième position.



5 Le concept d'additionnalité

L'additionnalité est l'un des principes essentiels de l'investissement d'impact. Ce principe peut se définir comme la différence nette positive attendue de l'activité d'un investisseur d'impact. C'est la mesure dans laquelle les activités d'une entreprise (et les résultats associés) sont plus importantes, de meilleures qualités, sont réalisées plus tôt, se font dans un autre endroit, ou sont tout simplement permises par l'intervention de l'investisseur d'impact[21]. En d'autres termes, pour établir si l'activité de l'investisseur d'impact est additionnelle, il faut s'intéresser à la différence entre le contrefactuel (ce qui se serait passé sans) et la situation permise par l'intervention de l'investisseur d'impact.

Combler les déficits de financement est au cœur de l'action des investisseurs d'impact. Leur objectif est d'aller là où personne n'ose aller, là où les Institutions de Financement du Développement et les autres entreprises privées peuvent difficilement investir. Les investisseurs d'impact doivent investir dans des entreprises qui peuvent difficilement accéder à un soutien équivalent auprès d'autres acteurs. Ce soutien permet de stimuler des activités qui n'auraient pu se faire sans l'intervention de l'investisseur d'impact, ou dans une qualité moindre (moins d'impacts sociaux par exemple) ou beaucoup plus tardivement dans le temps.

Comme évoqué au cours de ce rapport, les besoins financiers sont importants en Afrique. Les pays africains font face à des défis colossaux, alors même que l'Aide Publique au Développement (APD) est vouée à se réduire. Pour relever ces défis, les économies africaines ont besoin de considérer des sources alternatives de revenus et d'investissements, d'où la nécessité de souligner l'importance du concept d'additionnalité. Les investisseurs d'impact ont vocation à compléter les activités menées par les Institutions de Financement du Développement et les organisations philanthropiques, à investir là où les autres acteurs ne sont pas en mesure d'investir. Pourtant, seuls 14% des investissements d'impact ont été réalisés dans les Pays les Moins Avancés (PMA). Les pays d'Afrique de l'Ouest, et notamment les pays francophones, ont été en partie délaissés par les investisseurs d'impact. De la même manière, les investissements d'impact sont très largement concentrés dans le secteur de la microfinance, alors que bien d'autres secteurs ont des besoins de financement immenses. Il est donc important que les investisseurs d'impact développent leurs activités dans les pays et secteurs les plus nécessiteux pour avoir une contribution d'autant plus importante en matière d'additionnalité.

Combler les déficits de financement est au cœur de l'action des investisseurs d'impact. Leur objectif est d'aller là où personne n'ose aller, là où les Institutions de Financement du Développement et les autres entreprises privées peuvent difficilement investir.

[21] *Scottish Enterprise (2008). "Additionality & Economic Impact Assessment Guidance Note: A Summary Guide to Assessing the Additional Benefit, or Additionality, of an Economic Development Project or Programme", p.22.*

3 *Comment l'investissement d'impact contribue aux ODD en Afrique ?*

1. **Lutter contre la pauvreté et les inégalités**
2. **Agriculture, nutrition et sécurité alimentaire**
3. **Santé, eau et assainissement**
4. **Education**
5. **Accès à l'énergie**
6. **Infrastructures et innovations**
7. **Villes durables**
8. **Environnement et biodiversité**
9. **Autres ODD pertinents**

3 *Comment l'investissement d'impact contribue aux ODD en Afrique ?*

Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) ne peuvent être approchés séparément dans ce rapport en raison du manque de données dans certains domaines et d'un besoin de synthétiser l'information disponible. En raison des synergies entre les ODD, les objectifs ont été regroupés en 8 grands domaines d'investissement où le secteur privé peut jouer un rôle clé : 1) Lutte contre la pauvreté et les inégalités ; 2) Agriculture, Nutrition et Sécurité alimentaire ; 3) Santé, Eau et Assainissement ; 4) Éducation ; 5) Accès à l'énergie ; 6) Infrastructure et Innovation ; 7) Villes durables ; et 8) Environnement et Biodiversité. D'autres objectifs pertinents seront ensuite brièvement évoqués pour avoir une vision la plus large possible des effets potentiels de l'investissement d'impact. Pour chacun des domaines d'investissement, des exemples de fonds d'impact et des entreprises dans lesquels ils ont investi seront donnés pour mieux illustrer la contribution de l'investissement d'impact aux ODD.

1 Lutter contre la pauvreté et les inégalités

ODD 1 : « Eliminer l'extrême pauvreté sous toutes ces formes »

Plusieurs études ont cherché à calculer les transferts de revenu nécessaires pour éliminer l'extrême pauvreté. Greenhill et al. (2015)[22] par exemple estiment les besoins à 148 milliards de dollars par an pour permettre à chacun d'avoir un revenu au moins équivalent à 1,25 dollar (PPA) par jour dans les pays à faible revenu. Les besoins sont particulièrement élevés en Afrique Subsaharienne où près de trois africains sur cinq vivent dans de piètres conditions de vie, comparé à un sur cinq au niveau mondial[23].

[22] Greenhill R., Hoy C., Carter P., and Manuel M. (2015) "Financing the future: How international public finance should fund a global social compact to eradicate poverty". London : Overseas Development Institute.

[23] OECD, 2016. "African Economic Outlook 2016".

En investissant dans des entreprises à fort potentiel, les investisseurs d'impact génèrent des revenus durables pour des individus à faible revenu en Afrique. Des milliers d'emplois ont été créés, souvent avec un salaire plus élevé que le salaire minimum local. Mais la pauvreté est aussi réduite par l'impact des entreprises sur leurs clients puisqu'elles sont nombreuses à produire des biens et services répondants aux ODD. Ces entreprises construisent aussi des réseaux locaux en générant des opportunités d'affaires pour de petits fournisseurs et distributeurs.

Eliminer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes ne se limite pas à la pauvreté monétaire. Comme évoqué dans l'objectif 1.4, il est aussi nécessaire de s'assurer que tous les hommes et femmes, notamment les pauvres et vulnérables, ont un égal accès aux ressources économiques, ainsi qu'aux biens et services de base, dont la microfinance. La microfinance n'est pas seulement source d'inclusion financière, elle est aussi un levier puissant pour atteindre de nombreux ODD. En permettant aux plus vulnérables de développer des projets générateurs de revenus et en les accompagnant dans des programmes de formation et d'assistance, la microfinance permet de lutter contre la pauvreté (ODD 1). En favorisant l'accès à des services dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'énergie ou encore du logement, la microfinance confirme son rôle de catalyseur pour un développement plus inclusif. D'après MIX Market, les 219 Institutions de Microfinance (IMF) en Afrique Subsaharienne gèrent un portfolio de près de 5,3 millions de clients pour 8,2 milliards de dollars, en hausse de 16,4% sur un an. En Afrique Subsaharienne, près de 60% des emprunteurs proviennent de zones rurales et 75% des emprunteurs sont des femmes. Notons toutefois que les Institutions de Microfinance (IMF) en Afrique ne représentent que 10% des encours mondiaux de prêts des IMF estimés à 87 milliards de dollars, dont la moitié est détenue en Amérique Latine.

Pour toutes ces raisons, la microfinance est un secteur clé pour les investisseurs d'impact. Ils sont même nombreux à investir exclusivement dans ce secteur, comme Accion, ADA LMDF, Advans, Blue Orchard, Developing World Market, Equator Capital Partners, Gawa Capital, Grameen Crédit Agricole Foundation, Goodwell, Incofin Investment Management, LeapFrog Investments, Microcred, Symbiotics ou encore Triodos Investment Management pour n'en citer que quelques-uns. Autre exemple, PAMIGA (Participatory Microfinance Group for Africa) est une initiative du CIDR et des leaders de la microfinance en Afrique. Sa mission est de libérer le potentiel économique de l'Afrique rurale en favorisant le développement des intermédiaires financiers existants qui desservent les zones rurales. Depuis sa création en 2005, PAMIGA a développé un groupe de 14 Institutions de Microfinance (IMF), touchant plus d'un million de clients avec un portefeuille d'épargne de 55 millions d'euros et des encours de prêts de 85 millions d'euros.

ODD 8 : « Promouvoir une croissance économique soutenue, durable et inclusive, un plein emploi productif et un travail décent pour tous »

Contexte et enjeux de développement

Malgré la création de 37 millions d'emplois rémunérés et stables au cours de la dernière décennie, près de 63% de la main d'œuvre africaine est engagée dans une forme de travail indépendant ou vulnérable, tel que l'agriculture de subsistance ou la vente à la criée dans la rue. Si la tendance de cette dernière décennie se poursuit, l'Afrique créera 54 millions d'emplois rémunérés stables ces dix prochaines années. Mais ces créations ne permettront pas d'absorber les 122 millions nouveaux arrivants sur le marché du travail sur la même période[24]. D'après la Banque Africaine de Développement, d'ici 2050, 450 millions de jeunes africains devraient rejoindre le marché du travail. Il s'agit d'une perspective sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Il n'est pas exagéré de dire que la plupart des défis sociaux du continent ne pourront être relevés si un accès à un emploi formel et décent n'est pas fourni à cette jeunesse africaine. Fournir un emploi décent est un objectif ambitieux afin de permettre aux individus de disposer d'un revenu mais aussi de leur donner les moyens de vivre dans la dignité. Comme défini par l'OIT, le travail décent « regroupe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes ».

63% de la main d'œuvre africaine est engagée dans une forme de travail indépendant ou vulnérable, tel que l'agriculture de subsistance ou la vente à la criée dans la rue.

Synergies avec les besoins d'investissements dans d'autres secteurs

Fournir un emploi formel et décent a une forte influence sur la santé, l'éducation et le logement, mais aussi sur l'accès à l'énergie et à l'eau. La plupart des investisseurs d'impact ont mis en place une stratégie ESG (Environnement, Social et Gouvernance), permettant d'améliorer les conditions de travail et de vie au sein des entreprises dans lesquels ils investissent, et maximisant ainsi l'impact de ces entreprises sur des facteurs clés du développement. Puisque les 17 ODD ne peuvent être approchés séparément, les investisseurs d'impact participent aussi à l'ODD 8 en finançant des secteurs tels que la santé (ODD 3) et l'éduction (ODD 4). Des individus plus éduqués accèderont à des emplois plus qualifiés, donc plus rémunérateurs, et souvent associés à des avantages non-salariaux tels qu'une couverture santé, des congés payés, etc.

Opportunités de financements pour le secteur privé

Des emplois formels et décents peuvent être créés par toute sorte d'entreprises, y compris les grandes entreprises. Mais ces grandes entreprises sont peu nombreuses en Afrique et celles qui pourraient avoir un impact sur le marché du travail ces prochaines années sont des sociétés étrangères. D'où le besoin de se concentrer sur les Petites et Moyennes Entreprises (PME), piliers de la création d'emplois et majoritairement détenues par des entrepreneurs africains. Les emplois au sein des PME offrent généralement des salaires plus élevés que dans le secteur informel (50 à 60% plus élevé d'après des données issues du Ghana et de la Tanzanie[25]), offrent plus de sécurité et permettent d'accéder à la formation et à la sécurité sociale. Les PME tendent à se fournir localement, davantage que les multinationales qui recourent à leurs réseaux internationaux. Elles peuvent aussi jouer un rôle dans la création et la structuration d'un nouveau secteur local. Les PME africaines ont ainsi le potentiel de créer la plupart des emplois nécessaires et de stimuler la croissance économique, mais ont un faible accès au capital pour se développer. Elles sont typiquement trop grandes pour se financer

[24] *McKinsey Global Institute (2012). "Africa at work: job creation and inclusive growth".*

[25] *ANDE (2012). "Small and Growing Businesses: Investing in the missing middle for poverty alleviation".*

auprès des institutions de microfinance, mais trop petites et trop récentes pour se financer auprès des banques commerciales. Les gouvernements pourraient chercher à améliorer le climat des affaires pour cette catégorie de PME, mais pourraient aussi consacrer une partie des ressources de leurs fonds souverains aux PME, et joindre leurs forces avec les Institutions de Financement du Développement, les entreprises privées, banques et fondations. Les entreprises et les banques peuvent aussi avoir un intérêt stratégique ou économique à renforcer le réseau de PME locales puisque ces dernières peuvent ensuite devenir des fournisseurs ou des clients.

Les investisseurs d'impact et la création d'emplois

Plusieurs investisseurs d'impact financent ce « chaînon manquant » en Afrique Subsaharienne, tel que Enablis, GroFin, Investisseurs et Partenaires (I&P), Business Partners, Acumen, SOVEC ou encore Triling Global Impact Fund pour ne citer qu'eux. Il s'agit de fonds généralistes finançant des start-ups et des PME, que ce soient par des investissements en capital ou en dette. Le niveau élevé de risque de ces investissements permet à certains d'obtenir un retour financier proche des rendements de marché mais, dans la plupart des cas, le retour financier dans cette catégorie d'investissement est inférieur aux investissements traditionnels en raison des coûts relatifs à la conduite des affaires. Dans tous les cas, cette catégorie d'investisseurs d'impact est très dynamique et permet de satisfaire une demande importante de la société.

[26] *IPAE, Annual ESG and Impact Report, 2016. Available at http://www.ietp.com/en/content/ip-publishes-ipaes-annual-esg-impact-report.*

ÉTUDE DE CAS

Investisseurs & Partenaires (I&P)

Investisseurs & Partenaires (I&P) est une famille de fonds d'impact entièrement dédiée au continent africain. Avec 75 millions d'euros sous gestion, I&P a accompagné une soixantaine de PME réparties dans 15 pays africains, en leur apportant des financements de long terme (entre 30 000 et 1,5 million d'euros) ainsi qu'un soutien stratégique, managérial et technique. En tant qu'acteur de l'investissement d'impact, I&P se donne pour mission de maximiser son impact sociétal à travers ses investissements, et contribuer au développement du continent. I&P a vocation à soutenir des entrepreneurs africains capables de développer des activités éthiques, rentables et durables avec une forte valeur ajoutée locale.

I&P développe un réseau de fonds d'investissement enracinés localement afin de financer de petites entreprises et start-ups, même dans les pays les plus pauvres comme le Niger par exemple. Trois fonds africains ont déjà été créés et dix autres fonds potentiels ont été identifiés. I&P opère aussi à travers un fonds panafricain dédié aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et est actuellement en train de lever des fonds pour financer de petites infrastructures en Afrique (énergie, eau, assainissement, santé, éducation et transport).

Investisseurs & Partenaires (I&P) a créé ou maintenu près de 2 150 emplois dans ses entreprises partenaires depuis 2012, soit 14 emplois créés ou maintenus pour 100 000 €€investis. En moyenne, le salaire minimum est 55% plus élevé que le salaire décent dans leurs entreprises partenaires[26]. Dans le cadre de l'agenda du travail décent, 80% des entreprises partenaires offrent une assurance santé à leurs employés. La formation est aussi au cœur des entreprises partenaires puisque 80% d'entre elles ont mis en place au moins une formation en 2015.

ODD 5 : « Parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles »

L'Afrique Subsaharienne est l'une des régions présentant le plus d'inégalités entre les hommes et les femmes. L'écart en matière d'emplois est particulièrement élevé avec 40% de femmes au chômage, contre 28% pour les hommes[27]. Les inégalités d'accès à l'éducation et à la propriété génèrent d'importantes disparités de revenus. Les hommes gagneraient environ 2,8 fois plus que les femmes sans éducation. Enfin, les femmes africaines ont également peu accès aux prêts des banques qui ont tendance à considérer les femmes comme plus risquées puisqu'elles n'ont souvent pas les garanties financières et matérielles suffisantes.

Dans ce contexte, les investissements intégrant une perspective genre deviennent une des priorités de nombreux investisseurs d'impact. L'ampleur des investissements nécessaires pour parvenir à l'égalité des sexes correspond très largement aux investissements nécessaires dans les secteurs clés pour les femmes, tels que l'éducation ou encore la santé. Autrement dit, l'égalité des sexes ne nécessite pas nécessairement des investissements spécifiques mais nécessite plutôt d'intégrer une optique genre à tous les investissements réalisés. Les Institutions de Microfinance (IMF) par exemple permettent de donner un accès aux services financiers à un nombre très important de femmes : 75% des emprunteurs sont des femmes en Afrique d'après le Baromètre de la Microfinance 2016.

En outre, de nombreux investisseurs cherchent à promouvoir l'autonomisation des femmes, aussi bien en tant qu'entrepreneures, employées, clients ou fournisseurs. En regardant la part des femmes parmi les employés, les investisseurs d'impact favorisent l'égalité des sexes dans l'emploi. En finançant des entreprises qui fournissent des biens et des services bénéficiant aux femmes, les investisseurs d'impact contribuent aussi à promouvoir l'égalité de genre. En finançant des entreprises dirigées par des femmes, ils favorisent la participation des femmes à la vie économique. Parvenir à l'égalité des sexes n'est pas qu'une question d'argent (financer des secteurs clés pour les femmes) mais dépend en grande partie de la volonté de chaque partie prenante à promouvoir la participation des femmes. Regarder un portefeuille d'actifs à travers une perspective genre n'implique pas nécessairement le financement d'une entreprise plutôt qu'une autre. Adopter une perspective genre implique surtout de se poser de nouvelles questions, d'identifier les difficultés potentielles auxquelles les femmes seront exposées et valoriser les femmes sur toute la chaîne de valeur.

Par exemple, renforcer l'accès aux services financiers pour les femmes à faible revenu est au cœur de l'action de Women's World Banking. Depuis plus de 35 ans, cet investisseur d'impact travaille avec des institutions financières pour leur montrer les multiples intérêts d'investir dans les femmes, non seulement en tant que clientes mais aussi en tant qu'entrepreneures. Women's World Banking travaille avec un réseau de 10 Institutions de Microfinance en Afrique pour créer de nouveaux produits d'épargne, d'assurance et de crédit spécifiquement conçus pour les besoins des femmes.

[27] *ILO (2014). "Global Employment trends 2014".*

De son côté, Alitheia Identity Managers a annoncé un partenariat avec Capria Ventures, un investisseur d'impact intervenant auprès de fonds locaux pour stimuler les flux de capitaux dans les pays émergents. Les femmes entrepreneures, les équipes dirigées par des femmes ou favorisant la parité sont particulièrement ciblées par ce partenariat. La philosophie du fonds repose sur l'idée que les femmes entrepreneures particulièrement dynamiques ne sont pas suffisamment financées par les investisseurs traditionnels, conduisant à des pertes d'opportunités pour ces entrepreneures qui ne peuvent étendre leurs activités mais aussi à des pertes d'opportunités pour les fonds d'investissement qui ne saisissent pas l'occasion d'investir dans ces entreprises à fort potentiel.

En suivant cette même logique, le Makeda Fund a été créé conjointement par SEAF et NOI Consulting pour favoriser le développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) détenues et/ou gérées par des femmes. Le Makeda Fund finance des PME en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria, qui sont détenues ou gérées par des femmes, ou qui ont des impacts significatifs sur les communautés de femmes.

ODD 10 : « Réduire les inégalités entre et à l'intérieur des pays »

En 2015, 50% des investissements d'impact ont été réalisés dans les pays en développement (GIIN et JP Morgan, 2016). L'Afrique Subsaharienne a concentré près de 19% des actifs sous gestion en 2015 et apparaît comme la région où le plus grand nombre d'investisseurs (54%) prévoient d'accroître leurs allocations dans le futur, suivi de près par l'Asie de l'Est et du Sud-Est (50%). En investissant dans des pays délaissés par les investisseurs traditionnels, les investisseurs d'impact contribuent fortement à réduire les inégalités entre les pays. Par exemple, la Société Financière Internationale (SFI) gère un fonds destinés aux petites entreprises opérant dans des pays fragiles ou sortant d'un conflit (Sierra Leone, Libéria, République Démocratique du Congo et Centrafrique).

Cette contribution doit être nuancée par le fait que les investissements d'impact en Afrique se sont concentrés dans un nombre limité de pays, notamment en Afrique du Sud. Seulement 14% des investissements d'impact ont été réalisés dans les Pays les Moins Avancés (PMA), et là encore sur un nombre limité de pays (Ouganda, Tanzanie et Angola). Les enquêtes menées par le GIIN n'ont pas été en mesure de trouver l'existence d'un seul investissement d'impact en Erythrée, Djibouti, Soudan ou Somalie, et n'ont décelé que de très faibles activités au Burundi, Soudan du Sud, Rwanda et dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est donc important que les investisseurs d'impact développent leurs activités dans les pays les plus nécessiteux pour avoir une contribution d'autant plus importante en matière de réduction des inégalités entre les pays.

Les investisseurs d'impact contribuent à réduire les inégalités en investissant dans les pays les plus pauvres mais aussi en investissant dans les régions les plus pauvres à l'intérieur d'un pays, ou encore en investissant partout au bénéfice des populations les plus pauvres. En ciblant les Petites et Moyennes Entreprises (PME), les régions rurales et ses petits agriculteurs, les femmes et les jeunes, la plupart des investisseurs d'impact contribuent significativement à réduire les inégalités à l'intérieur des pays. Toutes les entreprises bénéficiaires ne ciblent pas nécessairement le bas de la pyramide mais la plupart d'entre elles atteignent des populations particulièrement pauvres, embauchent des personnes désavantagées ou travaillent avec des fournisseurs isolés.

Par exemple, SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) est une entreprise solidaire d'utilité sociale créée en 1983 par l'ONG française CCFD-Terre Solidaire. SIDI a pour mission de contribuer à la promotion d'une économie plus inclusive en participant à la consolidation d'acteurs locaux de développement économique tels que les Institutions de Microfinance (IMF) offrant des services financiers adaptés à des populations exclues des circuits bancaires traditionnels, notamment en milieu rural, ou encore les organisations paysannes visant à sécuriser et augmenter le revenu des petits producteurs.

Sahel Lab © Béchir Malum

2 Agriculture, nutrition et sécurité alimentaire

Investir dans l'agriculture est l'une des stratégies les plus efficaces pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté dans les zones rurales. Les ODD soulignent l'importance de la sécurité alimentaire, alliée à une meilleure nutrition, ainsi que la nécessité de garantir des revenus aux petits producteurs à travers des pratiques agricoles durables. Les investissements nécessaires sont nombreux pour réduire les risques de famines, améliorer la nutrition, satisfaire les besoins des petits paysans et pêcheurs, maintenir et restaurer la productivité des sols, accroître la productivité et la durabilité des pratiques agricoles, réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture, et accroitre la résilience de l'agriculture au changement climatique.

Contexte et enjeux de développement

L'Afrique concentre 60% des terres arables non cultivées dans le monde et environ 70% de la population est directement employée dans le secteur agricole qui contribue à hauteur de 60% du PIB de la région[28]. En tant que principale source de revenus en Afrique, l'agriculture a un impact conséquent sur la croissance économique. Pourtant, la plupart des pays africains reposent encore sur une agriculture de subsistance largement sous-financée et caractérisée par une faible productivité. Les pays où l'agriculture de subsistance est prépondérante tendent à avoir des niveaux de développement humain faibles. En effet, près de 21% de la population africaine est malnutrie[29]. Les famines et l'insécurité alimentaire conduisent à une sous-alimentation chronique, avec des conséquences désastreuses en matière de santé, de bien-être et de croissance économique. Il est donc primordial de briser ce cercle vicieux en investissant dans le développement rural.

Les Nations Unies ont estimé à 46 milliards de dollars les investissements annuels nécessaires pour « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » (ODD 2, UN, 2015). Etant donné son faible niveau de développement et la prépondérance de l'agriculture, l'Afrique devrait être une priorité pour les investisseurs d'impact et devrait capter une grande partie de ces investissements.

En outre, le changement climatique aura un impact significatif sur les besoins d'investissements en influençant les zones où les cultures et les élevages peuvent se développer. En fonction du contexte local, les rendements peuvent être affectés aussi bien négativement (en raison des phénomènes climatiques extrêmes ou encore du manque d'eau) mais aussi positivement (grâce à un allongement de la saison des cultures). Cependant, dans l'ensemble, l'IPCC prédit que l'agriculture sera négativement affectée à long terme dans la plupart des régions du monde[30]. Il apparaît que les pays en développement à faible latitude (près de l'équateur) souffriront davantage et plus rapidement du changement climatique[31]. Les pays d'Afrique Subsaharienne seront donc significativement affectés. Dans cette perspective, le développement de l'irrigation et l'accès à des semences plus résistantes deviennent essentiels pour maintenir la productivité agricole en Afrique et garantir sa sécurité alimentaire.

[28] African Development Bank Group (2014). "Inclusive Growth: An Imperative for African Agriculture".

[29] FAO (2015). "The State of Food Insecurity in the World".

[30] IPCC (2014). "IPCC Fifth Assessment Report: Climate Change 2014 Synthesis Report".

[31] Mendelsohn R., Dinar A. and Williamw L. (2006)."The distributional impact of climate change on rich and poor countries".

Synergies avec les besoins d'investissements dans d'autres secteurs

Agriculture, nutrition et sécurité alimentaire font partie des investissements ayant le plus de synergies avec d'autres domaines d'investissement puisque la production et la consommation alimentaire affectent les terres et les ressources en eau, la biodiversité, la santé et le climat. L'agriculture contribue pour 10 à 12% des émissions de gaz à effet de serre (IPCC 2014), notamment en raison des émissions de méthane du bétail et des rizières, mais aussi des émissions de protoxyde d'azote résultant du recours aux engrais. Il sera donc essentiel de changer les méthodes de production pour atténuer la pollution agricole, tout comme il est possible de revoir les méthodes de transformation des denrées agricoles pour les rendre plus efficaces.

Sachant que les dépenses alimentaires représentent entre 50 et 70% des dépenses des ménages vivant sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour, les actions visant à éliminer la faim (ODD 2) sont très liées aux actions ayant trait à l'élimination de l'extrême pauvreté (ODD 1).

Opportunités de financements pour le secteur privé

Selon la CNUCED[32], 75% des investissements agricoles, soit 35 des 46 milliards d'investissements nécessaires pour réaliser l'ODD 2, peuvent être financés par le secteur privé. Cette proportion est élevée car les besoins d'investissements estimés couvrent des domaines tels que l'augmentation de la productivité de l'agriculture commerciale, qui devrait effectivement être en grande partie financée par le privé. Ainsi, l'agriculture est l'un des principaux secteurs d'intervention où le secteur privé peut jouer un rôle fondamental.

L'agriculture est un secteur clé pour les investisseurs d'impact et fait l'objet d'un nombre élevé de transactions. C'est un secteur riche en opportunités d'impact avec des entreprises qui peuvent atteindre un nombre élevé de personnes vivant souvent dans des conditions de vie difficiles. Ces entreprises ont ainsi le potentiel de changer la vie de nombreuses personnes. Pourtant, comme évoqué dans la Section 2, le montant moyen par investissement tend à être limité lorsqu'il est placé auprès de petits producteurs. L'agriculture ne représente ainsi que 8% des actifs sous gestion en Afrique Subsaharienne.

[32] UNCTAD (2014). "World Investment Report 2014".

Les investisseurs d'impact et l'agriculture

De nombreux investisseurs d'impact investissent dans des entreprises du secteur agricole. Plusieurs investisseurs sont même spécialisés dans ce secteur, comme Injaro, AgDevCo, Agri-Vie, Doreo Partners, Root Capital ou Voxtra pour ne citer qu'eux.

Les investisseurs d'impact peuvent contribuer à l'ODD 2 de nombreuses manières en investissant sur l'ensemble de la chaîne de valeur, que ce soit au niveau des communautés agricoles ou des entreprises de transformation, en passant par les entreprises de protection des récoltes (stockage), les produits de santé du sol ou encore les semences. Investisseurs & Partenaires (I&P) favorise aussi le développement de l'irrigation en Afrique de l'Ouest en investissant dans Delta Irrigation, une compagnie qui vend et installe des systèmes d'irrigation au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Quant à la nutrition, Investisseurs et Partenaires (I&P) a investi dans Nutrizaza, une entreprise malgache luttant contre la malnutrition infantile. En lien avec l'ODD 2.2 (éliminer toutes formes de malnutrition), l'entreprise a développé un réseau de restaurants pour bébés associé à la vente d'un aliment de complément au lait maternel.

Les impacts sont particulièrement élevés dans l'agriculture, aussi bien sur les fournisseurs que sur les clients

Les impacts sont particulièrement élevés dans l'agriculture, aussi bien sur les fournisseurs (e.g. les entreprises de transformation favorisent la structuration d'un réseau de petits producteurs) que sur les clients (e.g. accès aux denrées alimentaires essentielles). Par exemple, Root Capital promeut la sécurité alimentaire en finançant des intrants essentiels à la production agricole tels que des semences résistantes à la sécheresse, mais aussi en finançant des entreprises produisant des aliments de base destinés au marché domestique comme les produits laitiers ou le maïs.

En outre, l'accès aux services financiers est une condition essentielle pour réaliser l'ODD 2. Par exemple, la micro-assurance des cultures et du bétail a vocation à jouer un rôle croissant dans la protection des ménages agricoles contre les risques naturels, tout en créant des incitations pour les petits producteurs à accroitre leurs productions. Par exemple, Alterfin prête à des Institutions de Microfinance (IMF) pour financer des micro-prêts à destination de petites entreprises agricoles ou de petits exploitants. Alterfin a investi dans plusieurs IMF ainsi que dans des coopératives agricoles de commerce équitable en Afrique. Un autre exemple pourrait être les investissements dans les entreprises de crédit-bail. AgDevCo a par exemple investi dans EFTA Ltd, une entreprise tanzanienne qui fournit du matériel loué à de petites et moyennes entreprises agricoles.

Mesurer les contributions à l'ODD 2

Plusieurs indicateurs agricoles peuvent être suivis comme le montrent les mesures IRIS, conçues pour mesurer les performances sociales, environnementales et financières d'un investissement. Ces mesures incluent par exemple le nombre de petits producteurs ayant vendu à l'entreprise, la valeur des paiements reversés aux petits producteurs, la quantité de pesticides utilisés, le type de paiement (paiement direct), etc. En lien avec l'objectif d' « éliminer la faim et faire en sorte que chacun ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante » (ODD 2.1), les investisseurs d'impact peuvent aussi mesurer et suivre la quantité de produits exportés et le pourcentage de produits consommés localement. Il est aussi important de suivre la productivité moyenne par hectare afin d'atteindre l'ODD 2.3 visant à doubler la productivité agricole.

ÉTUDE DE CAS

Injaro, libérer le potentiel des PME agricoles en Afrique de l'Ouest

Injaro est un investisseur d'impact qui concentre ses activités dans l'agrobusiness en Afrique de l'Ouest. Injaro cible les individus gagnant moins de 2 dollars par jour et les petits producteurs cultivant moins de 2 hectares qui fournissent ou transforment des matières premières à ses entreprises partenaires. Lorsqu'il évalue la possibilité d'investir dans une entreprise, Injaro tient compte des impacts sociaux potentiels telles que la création d'emplois, l'augmentation de revenus ou encore l'augmentation de l'offre locale d'intrants.

Injaro a investi dans Sekaf, une entreprise ghanéenne qui a signé un partenariat avec 22 villages collecteurs de noix de karité sous une certification écologique. Sekaf a aussi mis en place un système d'épargne et de prêts pour réduire le nombre de personnes privées de tout service bancaire dans les zones où elle intervient. Sekaf a aussi construit une usine de biogaz afin de réduire sensiblement leur production de déchets grâce à la prévention, la réduction et le recyclage des matières premières en lien avec l'ODD 12.5.

3 Santé, eau et assainissement

L'ODD 3 vise à combattre les principales maladies infectieuses, les maladies non-transmissibles, la mortalité maternelle et infantile, mais aussi à améliorer la santé sexuelle et reproductive et à fournir une couverture santé universelle. L'Agenda du développement pour la santé est considérablement plus large que les OMD, principalement en raison de l'intégration d'un objectif d'accès universel aux systèmes de santé et la prise en compte des maladies non-transmissibles.

Contexte et enjeux de développement

Environ 47% de la population africaine n'a pas accès ou a un faible accès aux services de santé de base

La plupart des individus pauvres sont exclus des services de santé. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), environ 47% de la population africaine n'a pas accès ou a un faible accès aux services de santé de base[33]. Plus de 800 millions d'africains n'ont pas accès à des systèmes sanitaires adéquats et près de 300 millions vivent sans accès à l'eau potable. Ces conditions de vie facilitent la diffusion massive de maladies pourtant évitables comme le choléra, ce qui en retour affecte des domaines clés du développement comme l'éducation, l'emploi et la productivité du travail.

Pour « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge », les besoins d'investissements annuels sont estimés à environ 51-80 milliards de dollars dans les pays en développement[34]. De son côté, Hutton estime les besoins d'investissements relatifs à l'eau et l'assainissement à environ 50 milliards de dollars par an entre 2015 et 2030 pour atteindre l'ODD 6[35].

Synergies avec les besoins d'investissements dans d'autres secteurs

Les investissements réalisés dans de nombreux autres domaines ont un impact significatif sur la santé des individus. Les exemples sont nombreux : l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat réduisent les maladies diarrhéiques, tout comme l'accès à des combustibles plus propres pour cuisiner (ODD 7) réduit les infections pulmonaires et les maladies non-transmissibles liées. De même, construire des infrastructures de transport facilite l'accès aux services de santé. Enfin, promouvoir l'égalité des genres (ODD 5) permet d'améliorer la santé des femmes et des enfants.

[33] WHO (2004). "World Medicines Situation Report".

[34] UN (2015). "The Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development".

[35] Hutton G. (2015). "Benefits and Costs of the Water and Sanitation and Hygiene Targets for the Post-2015 Development Agenda".

Opportunités de financements pour le secteur privé

Le secteur privé joue un rôle essentiel dans les prestations des soins de santé, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Les assurances de santé privées peuvent contribuer significativement au financement de la santé dans les pays en développement où les filets de protection sociale sont souvent inexistants. D'autant que les dépenses des ménages comptent pour une part importante des dépenses de santé totales dans les pays en développement, souvent davantage que dans les pays développés. Pourtant, Oxfam considère que le secteur privé ne répond pas aux besoins de santé des plus nécessiteux[36]. De son côté, la SFI a publié un rapport mettant en avant le rôle clé du secteur privé dans la provision de services de santé plus importants et de meilleure qualité en Afrique Subsaharienne[37]. Bien que ce rapport n'ait pas vocation à trancher le débat entre services de santé publics ou privés, il est évident que la participation du secteur privé sera essentielle pour atteindre l'ODD 3 et l'ODD 6.

Le financement privé par les ménages de l'eau et de l'assainissement peut se révéler être un outil efficace de la gestion des ressources en eau. Instaurer un prix sur l'eau peut permettre de réduire les gaspillages en eau et favoriser une utilisation plus efficace de ces ressources. Les investissements privés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont actuellement limités. Les Nations Unies estiment que seulement 7% des dépenses totales proviennent du secteur privé[38]. Mais le potentiel pour augmenter les investissements privés est élevé. La CNUCED (2014) estime que la part des investissements privés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement peut monter jusqu'à 20% dans les pays en développement. En d'autres termes, près de 10 milliards sur les 50 milliards de dollars de besoins d'investissements pourraient être financés par le secteur privé.

Comme évoqué dans la Section 2, le secteur de la santé fait l'objet d'un faible nombre de transactions du côté des investisseurs d'impact, malgré son statut de secteur d'intérêt. Cela signifie probablement que les investisseurs d'impact voient peu d'opportunités d'investissements rentables et qu'il est probablement difficile d'investir du capital dans ces secteurs. Malgré tout, le secteur privé joue et devrait continuer de jouer un rôle clé dans la provision des services de santé et la fourniture d'infrastructures relatives à l'eau et l'assainissement.

Les investisseurs d'impact et la santé

Lorsque l'on évoque le secteur de la santé, les individus pensent avant tout aux structures de santé comme les cliniques, qui font effectivement parti du spectre d'investissement traditionnel des investisseurs d'impact. Cependant, la provision des services de santé ne se limite pas aux seules cliniques. Les investisseurs d'impact peuvent trouver des opportunités d'investissement dans de nombreux domaines ayant trait à la santé, comme les entreprises d'assurance santé, les entreprises pharmaceutiques ou encore les fournisseurs de matériel médical.

[36] Oxfam (2009). "Optimisme aveugle : Une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres".

[37] IFC (2010). "Investir dans la santé en Afrique: Le secteur privé : Un partenaire pour améliorer les conditions de vie des populations".

[38] UN (2012). "2012 Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water".

Par exemple, l'Africa Health Fund (AHF), géré par Aureos (désormais The Abraaj Group) est un fonds d'investissement en capital ciblant des Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans le secteur de la santé. En 2012, l'AHF a investi près de 5 millions de dollars dans Therapia Health Ltd, le premier centre de reproduction assistée en Afrique de l'Ouest

Beyond Capital Fund (BCF) est un autre investisseur d'impact focalisé sur les secteurs de la santé et de l'eau et assainissement en Inde et en Afrique de l'Est. Il a investi dans Penda Health, une entreprise kenyane fournissant des soins de santé abordables et de qualité à travers une chaîne de cliniques. BCF a aussi investi dans Koosongo qui produit et distribue des filtres en céramiques à bas prix au Burkina Faso. Ces filtres en céramiques ne nécessitent pas d'électricité ou d'additifs chimiques pour fonctionner, et permettent d'éliminer la turbidité, les bactéries et les parasites de l'eau. Jusqu'à 25 litres peuvent être filtrés quotidiennement, suffisant pour satisfaire les besoins d'une famille de cinq personnes. Le stockage sécurisé de l'eau est un autre avantage de ces filtres afin de réduire les maladies hydriques.

Les investisseurs d'impact peuvent aussi réduire les barrières financières auxquelles les individus font face en investissant dans des institutions de microfinance (IMF). Les IMF peuvent gérer des produits financiers de santé (prêts, épargne ou encore micro-assurance) pour couvrir les besoins en santé de leurs clients. Les IMF peuvent aussi fournir un certain nombre de services liés comme les actions de prévention et d'éducation pour la santé. Lorsque les clients disposent des informations pertinentes sur les soins de santé et qu'ils ont accès aux services financiers, l'objectif d'améliorer la santé et le bien-être des individus est à portée de main. Donner aux populations les moyens de payer les services de santé permet d'injecter des financements dans tout le système de santé, ce qui stimule in fine l'offre de services de santé.

NEST © Joan Bardeletti, Les Grands Moyens / Small is Powerful

Mesurer les contributions à la santé

Plusieurs indicateurs relatifs à la santé peuvent être mesurés et suivis, comme le nombre de centres de santé, le nombre de patients traités, le nombre de personnels soignants employés, le taux d'achèvement des interventions liées à la santé, le taux d'utilisation des centres de santé, les maladies traitées, etc. Dans le cas d'une maternité par exemple, suivre le taux de mortalité infantile est essentiel pour atteindre l'ODD 3.1 visant à réduire le taux de mortalité infantile à moins de 70 pour 100 000 naissances d'ici à 2030. De la même manière, il est important de tenir compte des maladies traitées par l'entreprise pour atteindre l'ODD 3.3 visant à éliminer les épidémies de SIDA/VIH, tuberculose, malaria, certaines maladies tropicales, combattre l'hépatite, les maladies hydrauliques et d'autres maladies transmissibles.

ÉTUDE DE CAS

Medical Credit Fund, financer l'amélioration de la qualité des soins en Afrique

Le Medical Credit Fund (MCF) est un fonds à but non lucratif visant à apporter du capital aux structures de santé privées en Afrique afin de renforcer et améliorer leurs activités dans le but de promouvoir un accès abordable et de qualité à la santé. Pour atteindre cet objectif, le MCF apporte des financements combinés à de l'assistance technique pour soutenir les structures de santé privées éligibles. Fondé en 2009 par PharmAcess International, le MCF dispose déjà d'un large réseau de cliniques en Afrique : 200 cliniques au Kenya, 121 au Nigeria, 91 au Ghana et 46 en Tanzanie. Le nombre annuel moyen de patients par clinique varie entre 5 000 et 30 000, et jusqu'à 70% de ces patients appartiennent aux segments les plus démunis de la population. La plupart des patients se rend à ces cliniques pour des soins postnatals et des maladies comme la malaria, le SIDA/VIH, les infections respiratoires, les maladies chroniques, les infections de la peau ou encore la diarrhée.

4 Education

Les ODD portent un intérêt particulier à la qualité de l'éducation dans le pré-primaire, primaire, secondaire et supérieur, ainsi qu'à l'alphabétisation des adultes. L'agenda de l'éducation s'est considérablement élargi par rapport aux OMD qui se concentraient sur l'école primaire. En outre, l'accent ne repose plus exclusivement sur les taux de scolarisation mais intègre les taux d'achèvement des différents niveaux scolaires puisqu'il a été amplement démontré que la scolarisation ne conduit pas nécessairement aux résultats adéquats (UNESCO, 2010, 2014).

Contexte et enjeux de développement

En 2012, 56 millions d'africains âgés de 15 à 24 ans (soit un tiers de la population) n'avaient pas achevé leur éducation primaire

L'accès à l'éducation reste un défi considérable en Afrique Subsaharienne. En 2012, 56 millions d'africains âgés de 15 à 24 ans (soit un tiers de la population) n'avaient pas achevé leur éducation primaire et manquaient de compétences dans leur travail[39]. Les raisons de ce faible niveau d'éducation sont multiples : investissements insuffisants dans les écoles, les enseignants et les matériels scolaires, mais aussi dépendance des ménages pauvres au revenu additionnel généré par l'enfant.

L'étude la plus récente de l'UNESCO sur les besoins d'investissements dans le secteur éducatif estime ces besoins additionnels à 40 milliards de dollars entre 2015 et 2030[40].

Synergies avec les besoins d'investissements dans d'autres secteurs

Une bonne éducation dépend certes du bon fonctionnement du système éducatif mais repose aussi sur un certain nombre d'autres secteurs[41]. Un meilleur accès à l'eau, l'assainissement, aux services de transports, à l'énergie, et bien d'autres services de base contribuent à la fréquentation des écoles, notamment des jeunes filles. En particulier, l'accès à l'électricité et à la lumière améliore les performances scolaires en permettant aux enfants de faire leurs devoirs après le crépuscule[42]. Les mauvaises conditions de santé des enfants sont l'un des principaux fardeaux pesant sur les performances scolaires, notamment la malnutrition[43]. Une plus grande égalité des genres, en particulier une meilleure éducation des mères, permet aussi d'améliorer les performances scolaires des enfants (UNESCO, 2010).

Les conséquences d'un faible niveau d'éducation sont importantes, tant l'éducation joue un rôle critique dans les perspectives d'emplois futurs, et représente le principal moyen pour sortir de la pauvreté.

[39] UNESCO (2012). "One third of young people in Sub-Saharan Africa fail to complete primary school and lack skills for work".

[40] UNESCO (2015b). "Education for All Global Monitoring Report: The cost of reaching new targets by 2030".

[41] UNESCO (2015a). "Education for All Global Monitoring Report: Education for All 2000-2015 Achievements and Challenges".

[42] Modi V., McDade S., Lallement D. and Saghir J. (2006). "Energy Services for the Millennium Development Goals".

[43] Bhutta Z.A. et al. (2013). "Evidence based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost?"

Opportunités de financements pour le secteur privé

Comme pour le secteur de la santé, les dépenses privées des ménages dans les pays en développement représentent une part significative des dépenses totales en éducation, jusqu'à 30%. Dans beaucoup de pays, les écoles privées se chargent de plus en plus de fournir l'éducation primaire et secondaire. En effet, les dépenses privées des ménages représentent une part plus élevée des dépenses totales en éducation dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire par rapport aux pays développés (UNESCO, 2015a). Plusieurs études ont montré que les écoles privées permettent des performances scolaires supérieures pour un coût relativement modéré. Le débat entre écoles publiques versus écoles privées n'entre pas dans le champ de cette étude, mais le secteur privé devra inévitablement être pleinement engagé pour atteindre l'ODD 4.

Les investisseurs d'impact et l'éducation

Les investisseurs d'impact participent à l'ODD 4 en finançant des écoles. Ils investissent traditionnellement dans des écoles à bas prix mais ils peuvent aussi contribuer à construire tout l'écosystème éducatif. En effet, les investisseurs d'impact financent une large gamme d'activités ayant un impact sur l'éducation, comme les producteurs de matériels scolaires ou des entreprises de services aux enseignants et étudiants.

L'ODD 4 promeut aussi les opportunités éducatives tout au long de la vie des individus. Plus précisément, l'ODD 4.4 vise à augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant de compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat. Par exemple, Investisseurs et Partenaires (I&P) a investi dans TRAINIS, une entreprise malienne fournissant des formations de qualité aux managers. TRAINIS répond ainsi à un besoin important de formation parmi les cadres africains qui veulent s'aligner sur les standards internationaux.

Les coûts de l'éducation représentent une barrière essentielle pour les étudiants et leurs parents. La microfinance est un canal important pour lever ces barrières. Du côté de l'offre en éducation, les IMF peuvent accroître les capacités financières et donc l'efficacité du système éducatif. Les prêts aux écoles peuvent leur permettre d'acquérir des matériels scolaires plus adaptés. Les effets peuvent être encore plus importants lorsque ces prêts sont associés à de l'assistance technique pour former les enseignants ou améliorer les normes de sécurité des écoles. Du côté de la demande en éducation, les barrières financières impactent particulièrement les enfants les plus démunis, d'où la nécessité de développer des produits financiers spécifiques au financement de l'éducation.

Par exemple, le Regional Education Finance Fund for Africa (REFFA) a été initié par la Banque de Développement allemande (KfW) dans le but de faciliter la fourniture de services financiers spécifiques à l'éducation dans les pays africains. Le fonds a vocation à aider les étudiants et leurs familles en leur donnant accès à des services financiers adéquats pour financer leurs études et réduire le fardeau financier de l'éducation.

Mesurer les contributions à l'ODD 4

Dans le secteur de l'éducation, les investisseurs d'impact peuvent mesurer et suivre de nombreux indicateurs comme le nombre d'étudiants scolarisés (ODD 4.1), le nombre d'enseignants employés, le taux d'absentéisme des enfants et des enseignants, le taux d'avancement d'un niveau scolaire à un autre, le taux d'échec, le nombre d'étudiants par enseignant, les frais de scolarisation, l'existence de bourses d'études (ODD 4.b), l'existence de repas subventionnés, le nombre de livres par étudiant, le nombre d'étudiants par toilette, le nombre d'heures d'école par semaine, etc. Une vigilance particulière doit être accordée à la problématique du genre en déclinant tous ses indicateurs en fonction du genre, et ce, afin d'atteindre l'ODD 4.5 (éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle).

ÉTUDE DE CAS

Pearson Affordable Learning Fund (PALF)

Le PALF prend des participations minoritaires dans des entreprises rentables répondants aux besoins en éducation dans les pays en développement. Le mandat du PALF est d'investir dans des entreprises capables de construire des solutions éducatives de qualité et reproductibles pour faire face aux besoins en services éducatifs abordables. Depuis 2012, le PALF a investi dans dix entreprises, touchant plus de 125 000 enfants en Afrique du Sud, au Ghana, Nigaria, Kenya, Tanzanie, Inde et Philippines.

Le PALF a par exemple investi dans Omega Schools, une chaîne d'écoles fournissant une éducation abordable à près de 20 000 étudiants au Ghana. Une innovation importante d'Omega Schools est l'introduction d'un tarif journalier destiné aux parents qui ne peuvent assumer des frais mensuels ou annuels.

5 Accès à l'énergie

En incluant des objectifs sur l'accès à l'énergie et les énergies renouvelables, les ODD comblent une véritable lacune des OMD qui avaient omis toute référence à l'énergie. Les besoins d'investissements en Afrique sont considérables puisqu'ils incluent un accès universel à l'électricité et aux outils de cuisson modernes, une augmentation de la production d'électricité ou encore le financement des énergies non carbonées.

Contexte et enjeux de développement

Plus de 700 millions d'africains (soit un tiers de la population) n'ont pas accès à l'électricité[44]. L'accès à l'énergie pour cuisiner, s'éclairer et se chauffer reste un défi immense pour de nombreux ménages africains dont la plupart recourent encore aux combustibles solides (bois, charbon). Malheureusement, ces combustibles solides ont des impacts environnementaux négatifs et des conséquences désastreuses sur la santé avec des risques accrus de maladies respiratoires chroniques ou encore de pneumonie. Pour les ménages n'ayant pas accès au réseau électrique, les lampes à kérosène sont la première source d'éclairage, alors même que cette technologie se révèle être particulièrement coûteuse mais aussi dangereuse puisque le kérosène est facilement inflammable et toxique lorsqu'il est inhalé.

Plus de 700 millions d'africains (soit un tiers de la population) n'ont pas accès à l'électricité. L'accès à l'énergie pour cuisiner, s'éclairer et se chauffer reste un défi immense pour de nombreux ménages africains

L'ODD 7 appelle la communauté mondiale à « garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ». La demande en énergie connaît une forte croissance dans les pays en développement, avec des besoins en investissements estimés à environ 34 milliards de dollars par an (UN, 2015).

Synergies avec les besoins d'investissements dans d'autres domaines

Le développement des énergies propres a des impacts positifs dans bien des domaines. Les ménages pauvres consacrent généralement une part importante de leurs revenus en dépenses pour l'énergie. L'accès à des combustibles abordables permettrait de libérer une partie de leurs revenus afin de satisfaire d'autres besoins fondamentaux. L'accès à une énergie plus propre favorise aussi l'éducation des enfants en réduisant les corvées associées à la collecte des combustibles et en leur permettant d'étudier après le crépuscule. Cela a également des conséquences considérables sur la santé des individus. Entre 2,7 et 4,4 millions de personnes meurent chaque année de la pollution de l'air intérieur issue des combustibles[45]. Remplacer ces combustibles par des énergies plus propres et efficaces permettra de réduire la pollution de l'air intérieur et d'améliorer la santé des individus.

[44] Africa Energy Outlook (2014). "Energy in Africa Today".

[45] Lim S. et al. (2013). "A comparative risk assessment of burden of disease and injury attributable to 67 risk factors clusters in 21 regions, 1990-2010: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2010"

Opportunités de financements pour le secteur privé

Historiquement, les investissements privés dans le secteur de l'énergie représentent environ 43-47% des investissements totaux dans les pays en développement (CNUCED, 2014). En appliquant cette même proportion aux besoins d'investissements estimés, le secteur privé pourrait financer environ 16 milliards de dollars d'investissements sur les 34 milliards d'investissements annuels nécessaires pour garantir un accès universel à l'énergie. De la même manière, les fours de cuisson améliorés peuvent très largement être financés par le secteur privé dans la mesure où les ménages sont en mesure d'acheter ces fours améliorés qui réduisent leurs dépenses quotidiennes en combustibles, notamment dans les zones urbaines et péri-urbaines.

Les investisseurs d'impact et l'énergie

Les panneaux solaires sont de très loin l'énergie renouvelable la plus financée par les investisseurs d'impact. Mais ceux-ci financent aussi l'efficacité énergétique à travers les fours améliorés, les biodigesteurs ou encore des réfrigérateurs plus efficients. Les investisseurs d'impact financent non seulement les producteurs de ces équipements, mais peuvent aussi investir dans des entreprises ayant des activités liées, comme les distributeurs de panneaux solaires ou encore des institutions de microfinance fournissant des prêts pour l'achat de panneaux solaires.

Par exemple, Persistant Energy Capital (PEC) est un investisseur d'impact ciblant les start-ups intervenant dans le secteur des énergies autonomes. De la même manière, le fonds « Oasis Energy – Solar for All Fund », lancé par Ashoka, Bamboo Finance et la Fondation Canopus, investissent dans des entreprises fournissant des panneaux solaires à bas prix dans des zones dépourvues de réseaux électriques. Les investissements sont réalisés à la fois en capital et en dette sur toute la chaîne de valeur du panneau solaire, de la production à la distribution, en passant par les solutions de financement pour les ménages.

CDS © Joan Bardeletti, Les Grands Moyens / Small Is Powerful

Mesurer les contributions à l'ODD 7

D'après les indicateurs IRIS, de nombreux indicateurs peuvent être suivis dans le domaine de l'énergie : nombre de clients, nombre d'unités vendues, énergie produite, etc. Une attention particulière doit aussi être faite sur le type de clients atteints pour atteindre l'ODD 7.1 (garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable). Le type d'énergie est aussi un indicateur clé pour « accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial » (ODD 7.2). Pour atteindre l'ODD 7.3 (« multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique »), plusieurs indicateurs peuvent être suivis comme les émissions de gaz à effet de serre générées, les économies d'énergie réalisées grâce aux produits vendus, la durée de vie des produits, etc.

ÉTUDE DE CAS

Energy Access Venture (EAV), électrifier l'Afrique

L'EAV fournit des financements de long terme visant à soutenir l'accès à l'énergie pour les populations les plus pauvres en renforçant les infrastructures en énergie en Afrique.

Son objectif est de fournir en électricité près d'un million d'africains d'ici à 2010. L'EAV cible des petites entreprises en Afrique mettant en place des solutions énergétiques à bas prix et à faible carbone dans les zones rurales et à proximité des villes. Outre les financements, des programmes d'assistance technique sont aussi proposés pour aider et conseiller ces entreprises locales dans leur management, leur gouvernance ou encore sur les meilleurs pratiques environnementales et l'efficacité énergétique.

L'EAV a investi dans PEG, une entreprise ghanéenne qui distribue et finance des panneaux solaires aux ménages pauvres dans les zones rurales et péri-urbaines. PEG permet aux ménages de remplacer leurs dépenses en combustibles, comme le kérosène, par l'achat d'un panneau solaire qui devient rapidement la propriété du ménage. PEG propose un service de « pay-as-you-go » où le paiement des échéances se fait par téléphone. L'intérêt principal d'un tel service est de permettre aux individus les plus démunis d'effectuer de petits paiements réguliers afin d'acquérir un système solaire qui serait hors de portée en temps normal.

6 Infrastructures et innovations

L'Agenda du développement vise à augmenter significativement les investissements dans les infrastructures et les innovations (ODD 9). Les infrastructures de transport (routes, ports, chemins de fer, etc.) sont essentielles pour favoriser le commerce et stimuler la croissance économique, mais aussi pour permettre aux populations les plus isolées d'accéder aux biens et services de base. Les routes permettent de connecter les marchés mondiaux mais aussi les marchés locaux. Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) démocratisent l'accès à l'information et réduisent les coûts de transport en permettant aux individus d'effectuer des transactions à distance. Les TIC représentent des opportunités d'investissements importantes pour atteindre les ODD. D'autant que l'atteinte des ODD suppose d'accroître le niveau des investissements en infrastructures, mais la composition des investissements doit aussi évoluer pour passer de technologies polluantes à des technologies plus efficaces.

Contexte et enjeux de développement

Les performances économiques récentes de l'Afrique s'expliqueraient en moitié par le développement des infrastructures. Et le potentiel futur est encore plus important. Des simulations ont montré que si tous les pays africains rattrapaient le niveau d'infrastructures de l'Ile Maurice (le leader régional en matière d'infrastructures), la croissance annuelle par habitant en Afrique augmenterait de 2,2 points de pourcentage. Rattraper le niveau d'infrastructures de la Corée du Sud augmenterait la croissance économique annuelle par habitant de 2,6 points de pourcentage[46].

Le réseau d'infrastructures en Afrique est largement inférieur aux réseaux d'autres pays en développement, avec une absence criante d'infrastructures régionales. Dans la plupart des pays africains, notamment les pays à faible revenu, les infrastructures apparaissent comme le principal obstacle aux affaires, réduisant la productivité des entreprises d'environ 40%[47]. Le développement des infrastructures est donc essentiel pour stimuler la croissance économique et le développement du continent africain.

Satisfaire ces besoins en infrastructure nécessite la mise en place d'un vaste programme d'investissements et de maintenance incluant des liaisons à fibre optique et des boucles de câbles sous-marins à l'échelle du continent, l'interconnexion des ports, des capitales et des villes secondaires, mais aussi des routes de qualité et praticables en toute saison pour exploiter pleinement le potentiel agricole du pays, ou encore des antennes pour accéder au réseau téléphonique dans les zones les plus reculées.

La mise en œuvre d'un tel programme nécessiterait des investissements annuels de l'ordre de 93 milliards de dollars (soit 15% du PIB de la région). Les deux-tiers de ces dépenses doivent servir au financement direct de ces infrastructures et le dernier tiers doit permettre d'assurer la gestion et la maintenance de ces équipements[48].

[46] Foster V. and Briceno-Garmendia C. (2010). "Africa's Infrastructure: A Time for Transformation". The World Bank.

[47] Escribano A., Guasch J.L., and Pena J. (2008). "Impact of Infrastructure Constraints on Firm Productivity in Africa". Working Paper 9, Africa Infrastructure Sector Diagnostic, World Bank, Washington D.C.

[48] Foster V. and Briceno-Garmendia C. (2010). "Africa's Infrastructure: A Time for Transformation". The World Bank.

Opportunités de financements pour le secteur privé

Le secteur des transports présente des opportunités importantes pour le secteur privé. La CNUCED estime la part des financements privés à environ 52-57% des coûts totaux. De la même manière, le secteur privé pourrait prendre en charge entre 54 et 86% des coûts totaux liés aux infrastructures de télécommunication.

Les investisseurs d'impact et les infrastructures

Les investisseurs d'impact ont de nombreuses opportunités d'investissements dans le secteur des infrastructures en Afrique, que ce soit dans l'énergie, les transports, l'irrigation, l'eau et l'assainissement ou encore les Technologiques de l'Information et de la Communication (TIC).

Investisseurs et Partenaires (I&P), avec InfraMed, a lancé I&P Africa Infrastructure (IPAI), un fonds visant à financer de petites infrastructures en Afrique tels que des unités de traitement des résidus pétroliers, des projets hospitaliers, des panneaux photovoltaïques sur les abris de voiture, des centrales hydroélectriques ou encore des centrales biomasses.

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) peuvent faciliter les progrès nécessaires pour atteindre les ODD et réduire le coût des efforts à entreprendre, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, mais aussi de l'énergie et de l'eau en permettant de mieux suivre et réduire la consommation. Les TIC peuvent rendre les processus de production plus efficients, faciliter la collecte et l'échange d'information, mais aussi aider à organiser et renforcer les communautés.

SOFAMAC © Béchir Malum

Par exemple, le Media Development Investment Fund (MDIF) investit dans des médias indépendants dans le monde afin de donner un accès à l'information nécessaire pour construire des sociétés démocratiques libres. En 2013, les médias dans lesquels le MDIF a investi ont fourni de l'information à plus de 55 millions d'individus dans le monde. En Afrique, le MDIF a investi dans Radio Breeze, une radio zambienne, en lui permettant d'acheter les équipements de transmission nécessaires pour soutenir son expansion dans les provinces plus reculées du Nord et de l'Ouest du pays. Le MDIF a aussi investi dans NewsDay, un journal zimbabwéen, afin d'ouvrir une imprimerie à Harare et ne plus dépendre de la bonne volonté des imprimeries étatiques.

Un autre exemple de fonds favorisant l'innovation est l'eVentures Africa Fund (eVA Fund), qui investit dans les PME africaines intervenant dans le domaine de l'internet. L'eVA Fund a investi dans Verviant, une entreprise kenyane de développement de logiciels, et dans MoboFree, une plateforme en ligne permettant de vendre, d'acheter ou d'échanger des produits sur internet. Plus de 3 millions d'utilisateurs sont enregistrés sur MoboFree. Le portefeuille d'eVA Fund inclue aussi Nomanini, une entreprise sud-africaine fournissant des plateformes de paiement. L'objectif de cette entreprise est de résoudre le problème de la distribution des offres mobiles prépayées dans les petites villes et les zones rurales. Le produit conçu par Nomanini permet d'imprimer et de vendre du crédit téléphonique au sein des communautés locales. Les ménages ruraux ont alors accès à toutes les opportunités offertes par le réseau mobile.

7 Villes durables

Plus de la moitié de la population mondiale réside désormais en zones urbaines. D'ici à 2050, cette proportion devrait passer à deux-tiers, soit 6,5 milliards d'individus. Un développement soutenable n'est pas possible sans une transformation profonde dans la façon de construire et de gérer nos villes. Rendre les villes plus sûres et plus durables implique de favoriser l'accès à des logements plus abordables. Cela implique aussi d'investir dans les transports publics, créer des espaces verts ou encore améliorer la planification et la gestion des villes.

Contexte et enjeux de développement

L'urbanisation est une composante essentielle de la croissance économique africaine. Avec un taux d'urbanisation annuel de 3,5% sur les deux dernières décennies, les villes africaines connaissent les plus fortes expansions au monde. Actuellement, près de 40% de la population africaine réside en ville, et cette proportion devrait atteindre 50% d'ici 2030. L'un des principaux défis liés à cette urbanisation rapide est la faible qualité des logements et l'expansion des bidonvilles. La population africaine vivant dans des bidonvilles est estimée à environ 400 millions d'individus, soit 40% de la population africaine[49]. En effet, la majorité des nouveaux habitants en ville n'ont pas accès à des solutions de logements adéquats et abordables, et ont encore moins les revenus nécessaires pour devenir propriétaires.

by 2030 50% of Africa's population will be living in an urban environment.

Les investisseurs d'impact et le logement

Les investisseurs d'impact peuvent jouer un rôle catalytique dans le financement des projets de logements abordables en réunissant plusieurs co-investisseurs autour de la table et en créant de nouveaux instruments de financement. Les investisseurs d'impact peuvent contribuer au secteur du logement en finançant directement des projets de construction de logements, mais aussi en finançant des entreprises fabriquant des matériaux de construction et tout autre acteur impliqué dans la chaîne de production des logements. En effet, construire des logements de qualité à un prix abordable repose sur le bon fonctionnement de tout un écosystème où chaque intervenant sur la chaîne de valeur doit être efficient.

[49] *United Nations Settlements Programme (2010). "The State of African Cities".*

Par exemple, l'AAROHI Fund, créé en 2011, investit dans les entités qui favorisent le développement de tout l'écosystème lié au logement dans les pays en développement. De la même manière, Phatisa gère le Pan African Housing Fund (PAHF) qui se concentre sur les logements abordables en Afrique de l'Est et du Sud. Ce fonds injecte des capitaux dans les projets de construction de logements et fournit un accompagnement technique aux promoteurs afin d'accroître leurs capacités techniques. A ce jour, ils ont créé plus de 156 emplois qualifiés dans le secteur de la construction et soutenu plus de 42 petites et moyennes entreprises qui ont joué un rôle de fournisseurs. L'objectif de PAHF est de permettre la construction de plus de 650 logements en Afrique de l'Est d'ici 2017.

Outre les projets de construction et les matériaux de construction, les Institutions de Microfinance (IMF) jouent aussi un rôle essentiel pour permettre aux individus de devenir propriétaire de leur logement. En Afrique, la majorité des ménages ne sont pas en mesure d'acheter ou de construire même la plus rudimentaire des maisons. Les données des Nations Unies illustrent bien ce phénomène : les ménages en Amérique Latine ont besoin de 5,4 fois leur revenu annuel pour acheter une maison. En Afrique, c'est 12,5 fois le revenu annuel du ménage qu'il faut mobiliser pour acheter une maison. Le manque de solutions de financement en Afrique implique que les ménages doivent être en mesure d'autofinancer l'achat d'un logement ou les travaux d'améliorations d'un logement. La microfinance peut offrir des solutions adaptées pour permettre aux africains d'accéder à un logement de qualité à un prix abordable.

Par exemple, MicroBuild Fund finance des IMF développant des produits financiers destinés à l'achat d'un logement. MicroBuild Fund a été créé en 2012, conjointement par Habitat for Humanity International (HFHI) et Triple Jump, pour intervenir dans le monde entier, dont l'Afrique Subsaharienne. Un tel fonds permet d'encourager les IMF à développer et proposer des services financiers adaptés aux problématiques du logement.

Mesurer les contributions à l'ODD 11

De nombreux indicateurs peuvent permettre de mesurer les contributions des investisseurs d'impact : le nombre d'individus logés, le nombre de logements construits, le nombre de bâtiments ayant fait l'objet de travaux d'efficacité énergétique, le pourcentage de logements abordables, le type de logement ou encore le pourcentage de matériaux recyclés utilisés pour la construction. Outre le nombre d'individus logés, il est primordial de connaître la part de logements abordables dans le but de déterminer sa contribution à l'ODD 11 (« assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable »).

8 Environnement et biodiversité

L'Agenda du Développement cherche à remplacer les modes de production et de consommation insoutenables par des modes de vie qui profitent à tous. La pauvreté environnementale résultant d'un faible accès aux ressources naturelles, d'une mauvaise gestion des ressources naturelles, d'une pollution et d'une dégradation de l'écosystème, conduit à une plus forte vulnérabilité et à une plus faible résilience des communautés. Les ODD mettent en avant l'importance de l'environnement pour la prospérité de l'humanité. Les ODD se fixent ainsi des objectifs de protection et de gestion durable des ressources marines et terrestres ainsi que de la biodiversité (ODD 13, 14 et 15).

Contexte et enjeux de développement

L'Afrique est particulièrement vulnérable au changement climatique. Les fortes variabilités du climat conduisent successivement à des épisodes de sécheresse et d'inondation, avec des conséquences désastreuses pour les populations et l'environnement. Les conséquences annoncées du changement climatique (impacts plus négatifs des sécheresses et inondations, désertifications ou encore montée du niveau de la mer) ne feront que renforcer la détresse des populations africaines, bien que les émissions de gaz à effet de serre dans la région soient relativement faibles. La qualité de l'air devient un sujet de plus en plus préoccupant avec l'urbanisation galopante que connaît l'Afrique. L'explosion démographique en Afrique rendra de plus en plus difficile la fourniture des biens et des services de base sans changer durablement les modes de production et de consommation.

Les besoins de financement pour protéger l'environnement et la biodiversité sont difficiles à évaluer et doivent donc être pris avec précaution. L'étude[50] la plus complète à ce jour estime ces besoins entre 153 et 436 milliards de dollars par an entre 2013 et 2020 pour atteindre les ODD relatifs à l'environnement et à la biodiversité.

Synergies avec les besoins d'investissements dans d'autres secteurs

La protection de l'environnement et de la biodiversité ne peut être appréhendée indépendamment de toutes les autres politiques publiques et de tous les investissements nécessaires dans les autres domaines. Par exemple, de modestes investissements dans la gestion des bassins versants en amont peuvent significativement réduire les investissements nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau en aval. De la même manière, chercher à endiguer l'expansion d'espèces invasives peut réduire drastiquement les investissements nécessaires une fois l'expansion devenue endémique.

[50] CBD (2012a). "Resourcing the Aichi Biodiversity Targets: A first assessment of the resrouces required for implementing the strategic plan for biodiversity 2011-2020". Report of the High-level Panel on Global Assessment of Resources for Implementing the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020.

Opportunités de financements pour le secteur privé

Les financements privés pour protéger l'environnement et la biodiversité devraient a priori être limités. Près de 85% des besoins d'investissements devraient provenir des acteurs publics (CBD, 2012a)[51]. Malgré tout, le secteur privé est amené à jouer un rôle clé dans la protection de l'environnement et la biodiversité en raison des synergies importantes avec les autres secteurs (énergie, transport, eau et assainissement, agriculture, etc.).

Les investisseurs d'impact et l'environnement

Les investisseurs d'impact peuvent intervenir à travers des fonds thématiques ciblant exclusivement des projets environnementaux. Par exemple, la gestion durable des forêts devient un secteur d'intérêt de plus en plus prisé par les investisseurs d'impact. Le Fonds Mondial pour l'Environnement, créé en 1990, se concentre sur des projets dans les secteurs des ressources naturelles, de l'environnement et de l'énergie. Près de 12 investissements ont été réalisés en Afrique dans des compagnies forestières.

Le Terra Bella Fund est un autre investisseur d'impact finançant des projets de gestion communautaire des forêts et des projets de réduction des émissions agricoles dans les pays en développement. Atténuer le changement climatique tout en favorisant une production agricole locale et durable est au cœur de la mission de ce fonds, en parallèle des rendements financiers.

Moringa Fund est un autre investisseur d'impact ciblant des projets d'agroforesterie. L'agroforesterie a vocation à jouer un rôle important pour répondre à la demande croissante en biens agricoles et forestiers (bois, biomasse). Les projets d'agroforesterie luttent contre le changement climatique en plantant des arbres et en protégeant la biodiversité, tout en offrant des opportunités économiques aux communautés locales afin de les sortir de la pauvreté.

Un autre fonds d'impact sera lancé en cette fin d'année 2016. Le Land Degradation Neutrality (LDN Fund) a vocation à financer de grands projets de réhabilitation des terres dégradées. La réhabilitation de ces terres va permettre de renforcer la séquestration du carbone mais va aussi permettre de générer des revenus à travers une utilisation productive mais durable des terres, de créer des emplois à travers ces activités et d'accroître la sécurité alimentaire des communautés locales.

Les investisseurs d'impact participent aussi grandement aux efforts de protection de l'environnement à travers de nombreux investissements transversaux. De nombreux projets, comme les investissements dans l'énergie propre, permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'atténuer le changement climatique et d'accroître la résilience des communautés locales. Le développement des technologies vertes nécessite des capitaux initiaux élevés avec une période de remboursement longue, ce dont peu d'investisseurs privés traditionnels sont capables de fournir. Les investisseurs d'impact, en revanche, sont plus enclins à financer ces technologies vertes en raison de leur prise en compte des impacts sociaux et environnementaux dans leur stratégie d'investissement, dont les résultats sont attendus à plus long terme. De nombreuses entreprises financées par les investisseurs d'impact cherchent aussi à réduire leurs impacts environnementaux négatifs par la mise en place de pratiques de production ou de management plus efficientes.

ÉTUDE DE CAS

Althelia Ecosphere, aligner l'économie avec l'écologie

Althelia Ecosphere se concentre sur les déterminants de la déforestation et de la gestion non soutenable des terres. Leur objectif est de montrer que les performances financières peuvent être complètement alignées avec une gestion efficace et durable des ressources et un développement social.

Leur premier fonds, Althelia Climate Fund (ACF), a été créé en 2013 pour montrer qu'il était possible de développer des projets rentables tout en préservant le capital naturel. L'ACF cible donc des projets qui génèrent des revenus grâce à des pratiques agricoles responsables (e.g. production de café/cacao organique et labélisé commerce équitable) et qui génèrent des services environnementaux (e.g. biodiversité, séquestration du carbone).

En 2014, l'ACF a réalisé son premier investissement dans la protection des forêts dans les monts Taita au Kenya. Le projet devrait permettre d'éviter 5,2 millions de tonnes d'émissions, protéger 120 000 hectares de forêts primaires, et soutenir des troupeaux d'éléphants, rhinocéros, lions, léopards et hippopotames considérés en danger, tout en créant 150 emplois locaux au cours des vingt prochaines années.

[51] CBD (2012a). "Resourcing the Aichi Biodiversity Targets: A first assessment of the resrouces required for implementing the strategic plan for biodiversity 2011-2020". Report of the High-level Panel on Global Assessment of Resources for Implementing the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020.

9 Autres ODD pertinents

ODD 12.6 : « Encourager les entreprises à adopter des pratiques viables et à intégrer dans les rapports qu'elles établissent des informations sur la viabilité »

L'ODD 12.6 encourage les entreprises à suivre et communiquer autour de leurs impacts sociaux et environnementaux, en plus de leurs rapports financiers, et ce, de façon transparente et ouverte. Comme évoqué au début de ce rapport, un critère essentiel pour définir un investisseur d'impact est la nécessité de mesurer les impacts. Outre les états financiers, les investisseurs d'impact s'engagent à mesurer et suivre certains impacts sociaux et environnementaux. Il est donc important pour la communauté des investisseurs d'impact de parvenir à mesurer et suivre les impacts de leurs entreprises partenaires. Cela renforce la viabilité des stratégies d'investissement en lien avec l'ODD 12.6.

ODD 17.1 : « Améliorer la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes »

Notamment lorsqu'ils financent les Petites et Moyennes Entreprises (PME), les investisseurs d'impact permettent à un certain nombre d'entreprises informelles de se formaliser et de respecter les lois, notamment les règles fiscales. Etant donné que les entreprises partenaires doivent avoir des états financiers à jour, formaliser les entreprises est un des premiers objectifs des investisseurs d'impact. Cela renforce les ressources domestiques du pays à travers la collecte de divers impôts et taxes et contribue ainsi au développement économique du pays. Dans beaucoup de pays, cette formalisation des entreprises permet aux employés d'accéder à une protection sociale et ainsi de bénéficier d'emplois plus décents.

ODD 17.3 : « Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement »

L'investissement d'impact peut aider à mobiliser des ressources financières supplémentaires dans les pays en développement de nombreuses façons. Lorsqu'ils acquièrent une minorité des actions d'une entreprise, les investisseurs d'impact cherchent d'autres partenaires financiers pour les accompagner dans cet investissement, ce qui inclue une large gamme d'acteurs (les entrepreneurs eux-mêmes, les banques locales, les entreprises privées, les fondations, d'autres investisseurs d'impact, etc.).

Les « impact bonds » peuvent aussi être un outil innovant de mobilisation des ressources financières. En effet, ces contrats à impact social allouent les ressources financières à des projets sociaux en fonction de l'efficacité des résultats obtenus. Des investisseurs privés apportent le capital pour lancer ou étendre une innovation sociale permettant de fournir un bien public. Si les bénéfices sociaux attendus sont réalisés à la fin d'une période donnée, alors les investisseurs sont rémunérés à hauteur du capital engagé auquel s'ajoute des intérêts (négociés avec les autorités publiques et qui dépendent des résultats atteints). La différence entre les « social impact bond » et les « development impact bond » résulte de l'acteur qui paie pour les résultats obtenus. Dans le cadre d'un « social impact bond » il s'agit du gouvernement, alors que dans le cas d'un « development impact bond » il s'agit d'un bailleur de fonds. Ces contrats à impact social sont de plus en plus répandus au Royaume-Uni, mais aussi aux Etats-Unis et en Australie, et commencent à se développer dans certains pays européens.

En mars 2016, le Département du Développement Social et de la Santé de la province de Western Cape en Afrique du Sud a engagé 25 millions de rands (1,62 million de dollars) dans trois contrats à impact social pour promouvoir la santé maternelle et infantile. Ces trois contrats à impact social sont les premiers de ce genre en Afrique. Les financements seront affectés à trois organisations de communautés locales travaillant avec des femmes enceintes et des enfants âgés jusqu'à cinq ans, avec des résultats attendus en matière d'amélioration des soins prénatals, de prévention de la transmission du VIH aux enfants, d'allaitement maternel exclusif, de réduction des retards de croissance et d'amélioration des capacités moteurs, cognitives et de langage des enfants. Cependant, déterminer des résultats attendus précis et donc des indicateurs de suivi de ces résultats, notamment pour des résultats plus complexes comme l'amélioration des capacités cognitives, peut être un défi considérable pour parvenir à établir un contrat à un impact social.

CDS © Joan Bardeletti, Les Grands Moyens / Small Is Powerful

Conclusion

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) se traduisent en 17 objectifs qui vont de l'élimination de la faim à l'atténuation du changement climatique, et qui ensemble fournissent une feuille de route cruciale pour un futur plus durable et un monde plus prospère. Les discussions portent désormais sur la façon de libérer les ressources nécessaires, pour passer des milliards actuellement investis aux trillions requis pour financer ce nouvel agenda pour le développement. Le défi pour les pays en développement ne sera pas seulement d'attirer des investissements mais de canaliser ces investissements vers la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans le cadre de cet agenda, les Nations Unies ont lancé un appel pressant au secteur privé, considéré comme un acteur essentiel dans la réalisation des ODD. En effet, ces objectifs ne peuvent être atteints sans une implication active des entreprises. Le secteur privé jouera un rôle clé dans la création d'emplois productifs, décents et durables, dans la prospérité économique et la construction d'infrastructures résilientes qui stimulent le développement, mais aussi dans les innovations afin de promouvoir les technologies vertes et offrir des opportunités pour tous, notamment les plus pauvres.

IOT © Joan Bardeletti, Les Grands Moyens / Small is Powerful

Les investisseurs d'impact peuvent être au premier rang pour relever ces défis. En raison de leur engagement à obtenir simultanément des rendements financiers et des impacts sociaux et environnementaux, les investisseurs d'impact sont les mieux à même d'investir dans des entreprises qui participent aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Comme montré tout au long de ce rapport, l'investissement d'impact finance des secteurs qui ont souvent des difficultés à attirer d'autres capitaux privés comme l'inclusion financière, les énergies renouvelables ou encore le développement rural. En favorisant l'accès aux services dans des domaines comme la santé, l'alimentation, l'éducation, l'énergie ou encore le logement, l'investissement d'impact confirme son rôle catalytique pour un développement mondial et inclusif. De nombreuses entreprises financées permettent de répondre aux demandes locales en biens et services jusque-là insatisfaites. Ces entreprises construisent des réseaux locaux et créent des opportunités pour une multitude de petits fournisseurs et distributeurs. Les investisseurs d'impact jouent aussi un rôle clé dans l'innovation sociale en expérimentant de nouveaux modèles d'entreprises et des mécanismes de financement innovants.

Les ODD représentent une opportunité historique pour développer le secteur de l'investissement d'impact. Ces objectifs mondiaux permettent d'unifier le langage utilisé parmi les investisseurs d'impact, simplifiant le dialogue avec les investisseurs et offrant un cadre de communication pour mettre en avant les impacts des entreprises qu'ils financent. Les ODD peuvent permettre aux investisseurs d'impact de revoir leurs mesures d'impact pour s'assurer qu'ils poursuivent efficacement des objectifs appropriés et atteignables. En résumé, les ODD offrent un point d'entrée simple et attractif aux investisseurs d'impact pour attirer davantage de capitaux vers la réalisation de ce nouvel agenda pour le développement.

Comme le stipule l'ODD 17 visant à revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable, les acteurs du secteur public et du secteur privé peuvent travailler ensemble pour la réalisation de ces objectifs communs. Les investisseurs d'impact n'ont pas vocation à remplacer le rôle essentiel du secteur public ni à remettre en cause la nécessité de la philanthropie, mais les investisseurs d'impact peuvent permettre de mobiliser plus de capital pour produire davantage d'impacts sociaux en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Pour aller plus loin.

- ANDE (2012). *"Small and Growing Businesses: Investing in the missing middle for poverty alleviation".*
- Cambridge Associates and GIIN (2015). *"Introducing the Impact Investing Benchmark".*
- Euillet A. (2002). *"L'utilité sociale, une notion dérivée de celle d'intérêt général".*
- EY (2015). *"Private Equity Roundup in Africa".*
- GIIN (2016). *"Annual Impact Investor Survey".*
- GIIN and Dalberg Global Development Advisors (2015). *"The Landscape for impact investing in West Africa".*
- GIIN and Open Capital Advisors (2015). *"The Landscape for impact investing in East Africa".*
- GIIN and Open Capital Advisors (2016). *"The Landscape for impact investing in Southern Africa".*
- Gradey J. (2004). *"L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire".*
- GRI, UN Global Compact and World Business Council for Sustainable Development (2016). *"SDG Compass: The Guide for Business Action on the SDGs".*
- McKinsey Global Institute (2012). *"Africa at work: job creation and inclusive growth".*
- OECD (2014). *"Development Co-operation Report 2014: Mobilizing Resources for Sustainable Development".*
- OECD (2016). *"African Economic Outlook 2016".*
- OECD (2016). *"Development Co-operation Report 2016: The Sustainable Development Goals as Business Opportunities".*
- Sachs (2014). *"Financing Sustainable Development: Implementing the SDGs through Effective Investment Strategies and partnerships".*
- Schmidt-Traub G. (2015). *"Investment Needs to Achieve the Sustainable Development Goals: Understanding the Billions and Trillions".*
- Severino JM. and Baraton P. (2015). *"Development Partners, One More Push for Greater Impact!".*
- UN (2015). "The Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development".
- UNCTAD (2014). *"Economic Development in Africa Report 2014: Catalyzing Investment for Transformative Growth in Africa".*
- UNCTAD (2014). *"World Investment Report 2014".*
- UNDP (2015). *"Impact Investment in Africa – Trends, Constraints and Opportunities".*
- United Nations Economic Commission for Africa (2015). *"Assessing progress in Africa toward the Millennium Development Goals".*

IP
INVESTISSEURS
& PARTENAIRES

FIDI